Numéro 36
Septembre 2014
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS
The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Le Liban d'abord

Mohamed Choucair

Le Liban court un réel danger du fait des conjonctures locale, régionale et internationale. Dans un article intitulé «War is coming», l'économiste et ancien sous-secrétaire d'État américain Paul Craig Roberts estime que l'attitude du monde occidental vis-à-vis de la Russie peut mener à la guerre. Il reprend ainsi la déclaration laconique d'un conseiller du président Wladimir Poutine à propos d'un jugement de la Cour internationale que beaucoup considèrent comme inique: «Qui se préoccupe de ce jugement, une guerre arrive en Europe».

MIEUX VAUT COMPTER SUR SOI

Il ne fait pas de doute que le Liban a le soutien des pays occidentaux et d'une grande partie du monde arabe. Mais, dans une telle conjoncture, quel État serait prêt à prendre un risque pour le Liban? Les exemples de Gaza, de la Syrie et de l'Irak sont éloquents. Tout ce qui s'est passé dans la région, à commencer par la révolution en Tunisie, fut totalement inattendu.

> QUAND LE RISQUE DEVIENT SYSTÉMIQUE, TOUTES LES PARTIES SE RETROUVENT LOGÉES À LA MÊME ENSEIGNE

Bien sûr, un grand nombre d'analystes et de politologues avaient pressenti les conséquences de la pression sociale, des revers économiques, des conflits larvés, du réveil de la société civile. Ces mises en gardes ont été rejetées en bloc par les dirigeants.

Charles Rizk, l'ancien ministre de la Justice, avait publié du temps du Chéhabisme une étude sur le bipartisme qui permis de jeter les bases de toutes les démocraties dans le monde occidental. Dans ce texte, il plaidait pour le retour du système démocratique au Liban. Malheureusement, c'est loin d'être le cas de nos jours. Les partis se recoupent avec les religions. Chaque communauté religieuse a son leadership et sa pseudo raison d'exister. Cette constellation fonctionne suivant les règles de «l'unanimité», et n'aboutit qu'au blocage des institutions et à l'érosion des forces vives de la nation.

Jadis, un État ami soutenu par les volontés régionale et internationale prenait soin de rétablir le fonctionnement du pouvoir au Liban. On était quitte pour quelques misères sur le plan économique et social. Tout laisse croire qu'il ne peut en être de même aujourd'hui. Si les éléments de la nébuleuse agissante au niveau politique ne donnent pas la priorité au Liban, il est fort à craindre que le Liban, qui les a abrités et protégés jusqu'à ce jour, disparaisse à jamais.

> LA HAINE PEUT EMBRASER TOUT LE MONDE, ET D'ABORD LES LEADERS DE TOUS BORDS

UNE MONTAGNE DE DÉFIS

230 000 personnes sont à la charge de l'État, et la moitié des postes de l'administration centrale, essentiels à la gestion de la vie publique, demeurent vacants.

Le vrai problème au Liban n'est pas le niveau des salaires mais le taux de chômage. Plus grave encore est l'indice, très bas, de la population active en âge de travailler: 43%.

Le tourisme, autrefois principale source du revenu national, se contracte comme peau de chagrin, entraînant avec lui des pans entiers de l'économie nationale.

L'administration se démène pour attirer les investissements, et le pays occupe le 105e rang du classement Doing Business in Lebanon, le bréviaire de tout investisseur.

L'épargne s'investit dans la pierre ou la finance. Les deux n'offrent pas d'opportunités d'emploi. Le stock d'appartements vides atteint aujourd'hui un chiffre record. En Suisse, quand les dépôts deviennent pléthoriques, on impose des intérêts négatifs. Nous n'en sommes pas encore là, mais il vaut mieux prévoir.

RÉTABLIR LES INSTITUTIONS

Quand le risque devient systémique, toutes les parties sont logées à la même enseigne. Elles ne pourront sauvegarder leurs intérêts, pas même leur entité. On peut diverger sur de nombreux points mais une chose est sûre, le blocage des institutions ne bénéficie à personne. Sans elles, l'État ne peut remplir sa mission et perd sa raison d'être. À ce jeu, il n'y a certes pas de gagnant. La haine peut embraser tout le monde, et d'abord les leaders de tous bords.

INDEX

Michel Pharaon: «Nos axes de travail sont le tourisme rural et le tourisme lié à la Diaspora»

Revenus des télécoms: entre cafouillage, guerre de chiffres et visées politiques

Solving Efficiency in Transportation

CCIA-BML

P02- La décentralisation administrative, la solution pour un développement durable des régions?
P03- Michel Pharaon: «Nos axes de travail sont le tourisme rural et le tourisme lié à la Diaspora»
P04- Les entreprises libanaises utilisent les réseaux sociaux pour une meilleure image de marque et augmenter leur visibilité
P05- Quelle planification gouvernementale face à la pénurie d'eau croissante qui touche le Liban?
P06- Les budgets des ménages sont serrés en cette rentrée scolaire
P07- Revenus des télécoms: entre cafouillage, guerre de chiffres et visées politiques

FCCIAL

P08- Déjeuner en l'honneur du vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Jeddah
P09- Le Global Village de Saint-Etienne ouvre ses portes
P10- Lancement d'un fonds d'investissement dédié à Tripoli
P10- Infos en bref
P11- LIVCD-USAID: to grant funds for co-investment and PPP
P11- North LEDA
P12- How does the nation compare in the Middle-East?
P12- Korean Delegation at the CCIA-BML
P13- The Galleries of Local Art
P14- Solving Efficiency in Transportation

CCIA-BML

P16- EDILE project: Toward an optimization of investments to the benefit of local economies
P16- News in brief
P17- Upcoming Trainings at the Lebanese Training Center
P17- Lebanon in Figures
P18- Conferences & Business Opportunities
P19- Exhibitions
P20- Our Services

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS est à la recherche de journalistes en free-lance pour écrire des articles en français et en anglais.
Les candidats intéressés sont priés de nous contacter sur:
01/353390 or 1314 ext:162
email: econews@ccib.org.lb

ECONEWS is looking for skilled freelanced journalists to write articles in English and French languages.
For interested candidates, please call us on:
01/353390 or 1314 ext: 162
email: econews@ccib.org.lb

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La décentralisation administrative, la solution pour un développement durable des régions?

Marilyne Jallad

Quand on prononce le mot décentralisation, des voix s'élèvent pour dénoncer les fervents d'une Fédération ou encore la confondre avec la déconcentration. Pour mieux nous éclairer sur la réelle définition d'une décentralisation et sur ses bienfaits pour le Liban, nous avons fait appel à l'ancien ministre de l'Intérieur, Ziyad Baroud, avocat «militant», président du Comité pour la décentralisation.

Le Liban fait face à des jours difficiles, notamment aux niveaux social, économique et politique. Les lourdeurs administratives et le manque de transparence sont pointés du doigt par certains dirigeants et par une majorité de citoyens. Et si la décentralisation administrative était la solution pour y remédier? Parmi ses défenseurs, figure, en tête, Ziyad Baroud, président du Comité pour la décentralisation. En 2011, l'ancien ministre de l'Intérieur avait été chargé par le chef du gouvernement Nagib Mikati de rédiger cette nouvelle loi sur la décentralisation. Le texte fut soumis en avril 2014 au gouvernement.

DÉCENTRALISATION ET DÉCONCENTRATION

«Contrairement aux idées reçues, la décentralisation est à différencier de la déconcentration», affirme d'entrée Ziyad Baroud. «La déconcentration consiste à ce que l'État central confie à des fonctionnaires des missions dans les différentes régions du pays sous le contrôle de ce même État central nommé par le gouvernement», explique-t-il. Un système déjà existant au Liban. «Les trois grands axes de la décentralisation sont l'objectif d'élire localement des conseils de caza ainsi que l'autonomie administrative et financière», précise l'ancien ministre de l'Intérieur. En France, le portail «Vie publique» donne cette définition de la décentralisation: «Un processus d'aménagement de l'État unitaire qui consiste à transférer des compétences administratives de l'État vers des entités (ou des collectivités) locales distinctes de lui».

LA DÉCENTRALISATION N'EST PAS LA FÉDÉRATION

Le fédéralisme est un mode d'organisation dans lequel chacun des membres dispose d'une large autonomie et délègue certains de ses pouvoirs à un organisme central, dit fédéral. Les membres participent collectivement et non individuellement aux décisions. Le fédéralisme s'applique aussi bien à des États qu'à des groupements ou associations (syndicats, partis politiques, mutuelles, etc.). «Dans le cas d'un État, les compétences législatives, juridiques et administratives sont partagées entre un gouvernement fédéral et des gouvernements de collectivités ou d'États fédérés», différencie Ziyad Baroud. Les exemples dans le monde de ce système de gouvernance sont nombreux: États-Unis, République Fédérale d'Allemagne, Confédération helvétique, Fédération de Russie, Belgique, Inde... Pour la petite histoire, si Montesquieu a vu dans les cités de la Grèce antique une forme de fédération, ce n'est qu'en 1291 qu'est apparue la première forme moderne de fédéralisme, lorsque plusieurs cantons suisses ont conclu un pacte défensif, à l'origine de la Confédération helvétique.

ÉTAT DES LIEUX ET GENÈSE DU PROJET DE LOI PROPOSÉ EN AVRIL 2014

«Les municipalités et les fédérations de municipalités sont les seuls exemples de structures décentralisées existant au Liban actuellement», indique Ziyad Baroud. Depuis les accords de Taëf en novembre 1989, «ce qui n'était que la revendication d'un groupe est devenu aujourd'hui une revendication consensuelle», poursuit l'avocat. En effet, avant que la nouvelle loi sur la décentralisation ne soit proposée en avril dernier à la demande de Nagib Mikati au gouvernement, «de nombreuses propositions et projets de loi avaient déjà été rédigés auparavant sans qu'aucun n'aboutissent», affirme l'ancien ministre de l'Intérieur. Des reports successifs dus notamment à l'instabilité sécuritaire et à la paralysie de la vie politique libanaise. À la tête du ministère de l'Intérieur dès 2009, Ziyad Baroud dit avoir étudié de fond en comble la question en lançant notamment une étude scientifique sur le terrain, basée sur cent questions auxquelles ont répondu un échantillon de personnes sondées. Un projet de loi en bonne et due forme fut ainsi rédigé par ce dernier en 2012, publié, puis distribué à toutes les personnes ayant le pouvoir de faire adopter cette loi.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX POINTS PRÉCONISÉS PAR CE PROJET DE LOI?

Le projet de loi sur la décentralisation préconise les points suivants: d'abord, le maintien dans leurs prérogatives et revenus des 1 108 municipalités et unions de municipalités. En deuxième lieu, cette décentralisation se fera à travers la création de postes de conseillers élus dans chaque caza. «Ces conseillers régionaux feront partie d'une assemblée générale qui, à son tour, élira un conseil d'administration», précise Ziyad Baroud. «84% des municipalités actuelles sont composées de près de 5 000 habitants chacune. Nous avons pris ce point en considération afin qu'elles ne soient pas lésées et qu'elles aient, elles aussi, une représentation acceptable au niveau du caza et de l'élément participatif», poursuit-il. De plus, «le conseil régional sera doté de prérogatives très larges au niveau local, remplaçant ainsi celles des Kaem-Makam ainsi que certaines prérogatives du Mohafez», explique-t-il. «Au niveau financier, nous avons transféré certaines taxes du pouvoir central vers les cazas», ajoute-t-il. Le cinquième point stipule que «le système de contrôle sera allégé et se fera désormais à posteriori pour donner aux élus une plus grande marge de manœuvre. En cas de litige, c'est la justice qui tranchera», poursuit Ziyad Baroud. En dernier point, «il s'agit de créer un fonds décentralisé dans lequel les membres élus du Conseil d'administration pourront puiser pour assurer un développement équilibré et équitable aux régions les plus défavorisées», souligne-t-il par ailleurs. La décentralisation administrative pourrait ainsi constituer une réponse au marasme ambiant et serait un outil important pour le développement économique du pays. «Ce projet de loi est plus que jamais d'actualité. S'il est débattu prochainement en Conseil des ministres, ce sera déjà bien. Or, les blocages restent d'ordre politique», dénonce l'ancien ministre de l'Intérieur. Pourtant le projet comprend de nombreux avantages, à savoir: la participation démocratique directe, plus de transparence et de contrôle et un développement équilibré sur tout le territoire libanais. «La décentralisation permettra le développement des infrastructures, la création d'emplois et les échanges entre les différentes communautés, assure Ziyad Baroud. Elle permettra aussi une plus grande implication civique par l'élection de représentants qui seront au plus près des préoccupations des citoyens qu'ils représentent». «La décentralisation n'est nullement un système qui annule les prérogatives du pouvoir central, au contraire, elle viendrait faciliter et règlementer avec davantage de transparence un tout», insiste-t-il.

UNE DÉCENTRALISATION VIRTUELLE?

«On peut très bien faire du virtuel au niveau de la déconcentration actuelle, c'est tout ce qui relève déjà du e-goverment. Il n'est pas nécessaire d'avoir une décentralisation poussée pour faciliter l'obtention de formalités administratives des citoyens», note Ziyad Baroud. Il suffit selon lui de développer l'e-goverment, déjà naissant au Liban à travers la déconcentration et/ou la décentralisation, toutes deux à même de le fournir. «Le virtuel est un outil alors que la décentralisation, selon son principe de base, contient l'élément électoral et l'élément d'autonomie du pouvoir central», conclut l'avocat.

En attendant un feu vert gouvernemental et parlementaire, ce projet de loi reste suspendu à la météo politique du pays. Même si les voix en sa faveur augmentent jour après jour.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Michel Pharaon: «Nos axes de travail sont le tourisme rural et le tourisme lié à la Diaspora»

Malgré quelques ombres sécuritaires qui ont noirci le tableau estival, le ministre du Tourisme reste optimiste quant à l'avenir de ce secteur au Liban. Malgré une forte contradiction de l'activité touristique entre 2010 et 2013, Michel Pharaon relève un important potentiel au Liban en appelant les différentes parties à miser sur les avantages compétitifs du pays qui restent très nombreux.

Michel Pharaon, ministre du Tourisme

La reprise touristique, qui s'annonçait prometteuse, a été une fois de plus avortée. Dans ces circonstances politico-sécuritaires instables, quel bilan tirez-vous de la saison qui s'achève?

La reprise touristique s'annonçait effectivement prometteuse au vu de l'accord sécuritaire contracté entre les différentes parties politiques qui a accompagné la formation du gouvernement en mars dernier, permettant ainsi la mise en place d'un plan pour ramener sécurité et stabilité. Au vu de cette donne, nous avons établi un plan de redynamisation du secteur qui avait bien démarré au Liban et à Dubaï en mai et en juin dernier, mais qui fut malheureusement perturbé par l'attentat terroriste du 20 juin et ceux qui l'ont suivi. Une reprise a aussi été observée à la fin du mois du Ramadan en juillet dernier, troublée à son tour par les attentats d'Ersal dans le nord du pays. La deuxième quinzaine du mois d'août a également apporté un souffle avec une certaine activité touristique, des festivals et concerts qui ne désemplissaient pas, des expositions culturelles, notamment en montagne, et des avions pleins à craquer. D'où l'importance de maintenir l'accord sécuritaire interne et de garder les divergences politiques dans le cadre de la sécurité et de la Constitution, sachant que les Libanais et le Liban ont toujours été immunisés par rapport aux problèmes politiques. L'essentiel est que les problèmes terroristes qui ont été importés n'ont pas atteint le tissu sécuritaire interne, resté fort et uni malgré tout. Le bilan que nous pouvons tirer de la saison estivale est donc mixte: d'une part, un certain mouvement remarquable, et, d'autre part, des nuages importés qui ont ombragé l'activité touristique. Toutefois, le potentiel touristique du Liban reste important, notamment par rapport aux crises touristiques qu'ont connues tous les pays voisins, la Syrie, l'Irak, Israël et même l'Égypte.

On dit souvent que le tourisme est le pétrole du Liban. Est-ce encore le cas aujourd'hui avec une baisse de 20% du secteur par rapport à 2013, qui était déjà une très mauvaise année économiquement?

Depuis la formation et la mise en place du gouvernement en mars dernier, nous avons observé une croissance touristique. Le pétrole du Liban reste bien entendu le tourisme, au vu de l'énorme potentiel existant que nous essayons de promouvoir sur le long terme, notamment avec le tourisme rural et le tourisme de la Diaspora. Rappelons que le titre de la campagne du ministère «Live Love Lebanon» reste d'actualité et traduit de formidables potentiels, notamment pour tout le Liban et pour les jeunes qui sont très attachés à ce secteur et qui ont une capacité de développement tous azimuts au Liban et dans le monde. Il ne faudrait pas aussi oublier que le tourisme reste le pétrole du Liban car ce secteur a une portée plus large. C'est un mode de vie, de civilisation, de culture et de beauté, de la nature et de l'homme ainsi qu'un dialogue et une ouverture unique dans la région.

En cette rentrée, quel programme ministériel envisagez-vous pour relancer et promouvoir le tourisme libanais y compris hors saison? Quels sont vos objectifs à court et long terme?

Depuis notre arrivée au ministère, nous avons principalement travaillé autour de trois axes. La redynamisation immédiate d'un secteur qui a connu pendant trois ans une crise sans pareil, avec une baisse presque de moitié de l'activité entre 2010 et 2013. Ce premier volet de notre action s'est traduit par la campagne «Live Love Lebanon» et des packages touristiques proposés aux voyageurs libanais de la Diaspora et aux étrangers en général, en coopération avec la MEA qui nous a fourni des prix raisonnables (hôtels, billets d'avions, etc.). Ces offres comprennent également des packages thématiques permettant de découvrir la nature, le raisin et la route du vin, le miel, la mer, la montagne. Nous avons aussi mis en place un nouveau site internet, (livelovelebanondestination.com), réalisé pour le ministère. Il propose une nouvelle carte touristique qui reprend tous les points géographiques importants de notre patrimoine et de nos richesses touristiques. Le deuxième axe sur lequel nous planchons est une stratégie nationale dédiée au tourisme rural, un projet ambitieux qui a besoin de quelques années de travail pour atteindre ses objectifs. Nous travaillons en coopération avec des ONG, des municipalités du pays et le ministère de l'Environnement. Une des mesures vise notamment à mettre en place un programme d'aide aux régions pour mieux organiser leur tourisme local. Un «branding» et une campagne promotionnelle sont en préparation. Notre troisième axe de travail est le tourisme lié à la Diaspora, une initiative qui sera lancée à la fin du mois de septembre. Bien entendu, ces actions et objectifs viennent s'ajouter au travail quotidien du ministère qui consiste notamment à réformer l'activité administrative et à surveiller le secteur en général.

Issu d'une illustre famille politique et historique, à la fois ministre et député depuis 1996, votre engagement pour la nation ne date pas d'hier. Quelles solutions pour sortir le Liban de l'impasse?

Sur le plan du tourisme, j'ai essayé de mettre mon expérience des 20 dernières années en pratique au service du développement de toutes les idées que j'avais en tête.En prenant en considération les blocages politiques et administratifs que nous nous efforçons de dépasser. Je tente également de mettre toutes les régions du Liban au service du secteur touristique et de son développement, au-delà des clivages existants. Alors quelles solutions pour sortir le Liban de l'impasse? Il faudrait commencer par considérer les avantages compétitifs que nous avons. Mettre en valeur le positif de nos libertés qui permettent l'épanouissement de l'être humain et qui caractérisent le Libanais. Il s'agit aussi de défendre le concept de démocratie libanaise, celui de l'État de droit et de nos institutions. Protéger aussi la spécificité de notre système démocratique et l'ouverture du Liban, que certains considèrent comme une faiblesse mais qui, en réalité, est une force dans le cadre d'un État fort. Reconnaître aussi le Liban comme pays message dans la région. De plus, si la «libanisation» a été considérée comme synonyme de crise au cours des vingt dernières années, elle mérite aujourd'hui d'être perçue comme une solution politique face aux crises qui secouent la région.

Enfin, avez-vous un rêve à réaliser pour votre patrie?

Je partage le rêve de beaucoup de Libanais qui est celui de la stabilité, de l'essor et du développement durable du Liban dans sa globalité. Un pays qui mérite l'épanouissement et le bonheur car il est un modèle unique dans la région et qu'il a beaucoup à offrir à son peuple, à sa Diaspora et à ses visiteurs qui viennent des quatre coins du monde.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les entreprises libanaises utilisent les réseaux sociaux pour une meilleure image de marque et augmenter leur visibilité

Le Liban vient d'être classé cinquième pays utilisateur de réseaux sociaux parmi les 22 pays arabes. L'évolution d'Internet dans le monde a permis, cette dernière décennie, la création de nouveaux outils de communication et de travail pour les entreprises ainsi que pour les particuliers. Quel est l'impact des réseaux sociaux sur les entreprises libanaises?

Selon la dernière édition du «Rapport sur les réseaux sociaux arabes» publié par l'École d'administration Mohammed Bin Rashid de Dubaï, avec un taux de pénétration de 45,9% en mai 2014, Facebook est, de loin, le réseau social le plus utilisé au Liban. Le pays du Cèdre se classe alors au cinquième rang parmi les 22 pays arabes retenus par l'étude - derrière le Qatar (60,9%), les Émirats arabes unis (58%), le Koweït (48,3%) et la Jordanie (47,9%) - et bien au-dessus de la moyenne régionale (21,5%).

60% DES UTILISATEURS DES RÉSEAUX SOCIAUX ONT MOINS DE 30 ANS

À l'instar de la plupart des pays arabes, les utilisateurs libanais sont jeunes (60% ont moins de 30 ans, contre 67% à l'échelle régionale). Ils sont majoritairement des hommes (66%). Ce dernier ratio fait toutefois du Liban le pays le mieux classé en termes de féminisation, devant la Palestine et la Tunisie (41% de femmes dans les deux cas), dans une zone où «les femmes rencontrent toujours plus de contraintes dans leur utilisation de Facebook», selon les auteurs du rapport. L'étude explique ainsi la baisse de deux points en rythme annuel du taux de féminisation moyen dans les pays arabes, à 31% (contre 57 % en moyenne dans le monde). On apprend par ailleurs que l'anglais reste la langue la plus utilisée par les Libanais sur ce réseau (78% des «posts»), loin devant l'arabe (32%) et le français (10%).

Comme dans l'ensemble de la zone arabe, LinkedIn, le réseau de mise en relation professionnelle, est le deuxième réseau social le plus utilisé au Liban. Avec un taux de pénétration de 7,8% en mai 2014, il se classe au cinquième rang régional sur ce réseau à usage essentiellement professionnel, derrière les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahrein et le Koweït, dont les taux varient entre 22,7% et 10%. Comme sur Facebook, la majorité des utilisateurs de LinkedIn sont jeunes: 73 % des utilisateurs libanais et 68% des utilisateurs arabes ont moins de 35 ans. Malgré sa forte croissance en termes d'utilisateurs (+54% en rythme annuel parmi les pays arabes), Twitter reste le moins utilisé des trois grands réseaux sociaux dans cette zone linguistique.

QU'EST-CE QU'UN RÉSEAU SOCIAL?

Une définition moderne de «réseau social» est apparue en 2004 comme «un ensemble de relations entre un ensemble d'acteurs». Cet ensemble peut être organisé (c'est le cas d'une entreprise) ou non (comme un réseau d'amis) et ces relations peuvent être de natures diverses (pouvoir, échanges de cadeaux, conseil, etc.), spécialisées ou non, symétriques ou non. Il s'agit d'un élément immatériel qui définit l'interaction entre des éléments ou des personnes qui font partie d'un même ensemble en vue de leurs points communs, matériels ou immatériels.

LES ENTREPRISES LIBANAISES SE METTENT ONLINE

Le monde de l'entreprise a vite compris l'intérêt d'utiliser les réseaux sociaux et de soigner une «e-réputation». En effet, certaines entreprises ont décidé de les utiliser à des fins professionnelles, afin de faire participer leurs employés, et parfois leurs clients, à la vie de l'entreprise. Aujourd'hui, un grand nombre d'entreprises libanaises sont actives sur les réseaux sociaux, qui leur permettent de gérer leur image, de se développer financièrement et d'enrichir leur expérience sur le marché du web qui offre de toutes nouvelles opportunités. Les employés créatifs s'en donnent à cœur joie et de nouveaux métiers sont apparus avec l'avènement du web: social media manager, community manager, social media application manager, web content manager ou encore search engine marketing specialist. Mais ce sont surtout les start-up et PME libanaises qui font appel à la communication en ligne et à une adaptation rapide à l'univers d'Internet. Quant aux entreprises plus anciennes, notamment les plus importantes et qui en ont les moyens, elles recrutent de plus en plus en interne des chargés de médias en ligne.

Parmi les chefs d'entreprise rencontrés, un commerçant représentant de marques étrangères de jouets électroniques raconte: «Ce sont mes enfants qui, dès l'année 2010, se demandaient pourquoi mon entreprise qui représente des marques de jeux électroniques pour les enfants n'étaient pas en ligne?», explique le commerçant. «C'est pourquoi, j'ai restructuré mon département interne de communication en faisant passer des castings pour trouver un bon web designer afin de créer un site web», témoigne-t-il. C'est ainsi que ce chef d'entreprise a adapté sa société à l'ère d'Internet. Actuellement, soit quatre ans après cette nouvelle embauche, il confie qu'il aurait «été plus rentable pour le budget de l'entreprise de faire appel à des sociétés expertes en médias en ligne que d'engager une équipe de plusieurs salariés spécialisés en communication et médias en ligne». «Pour chaque nouveau jouet, l'équipe avec laquelle je traite en externe crée un teaser et annonce l'arrivée du produit sur les différents réseaux sociaux; Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn, etc. Avez-vous observé une hausse des ventes des produits que vous commercialisez grâce aux réseaux sociaux et Internet en général? À cette question, il répond: «Au niveau des chiffres de vente le bond n'était pas spectaculaire mais au niveau de l'image de marque de mon entreprise et des marques de jeux électroniques que nous représentons, j'ai remarqué que les réseaux sociaux aident beaucoup, notamment à nous faire mieux connaître», explique-t-il.

Mohammad F., restaurateur, se sert quant à lui de la toile pour informer les clients des nouveautés du restaurant. «Pour l'ouverture du restaurant, nous avons eu droit à un reportage en prime time sur une chaine télévisée locale et à un article dans un quotidien de la presse libanaise, se souvient-il. Ces annonces ont suffi à faire venir des clients». Il ajoute qu'il avait payé une publicité en ligne sur Facebook mais que les 33 000 internautes ciblés par cette pub vivent aux quatre coins du Liban. Selon lui, cet investissement n'était pas très utile car, à titre d'exemple, les habitants de Tripoli ou de Saïda, qui représentent une clientèle potentielle, n'étaient pas visés par cette annonce en ligne. Dès lors, nous ne pouvons pas assurer que la communication sur les réseaux sociaux soit toujours plus efficace que la communication à travers les médias traditionnels.

Quel que soit leur type de communication, les entreprises ne peuvent désormais plus se passer de cet outil que sont les réseaux sociaux pour communiquer avec leurs clients. Quel que soit le secteur d'activité, les clients chercheront toujours à entrer en contact avec l'entreprise par le biais d'Internet (achat, géolocalisation, recherche d'informations).

En tout cas, ce qui est certain, c'est que les «posts», commentaires, critiques positives et négatives des internautes sur les différents réseaux sociaux concernant les produits, les artistes, les événements politiques ou les nouveaux restaurants sont de plus en plus lus et commentés... Dès lors, plus aucune entreprise libanaise ne peut ignorer Internet dans sa communication, et surtout dans le maintien de son image de marque.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Quelle planification gouvernementale face à la pénurie d'eau croissante qui touche le Liban?

Des mesures d'urgences prises en février dernier par le ministère de l'Énergie et de l'Eau, en collaboration avec les ministères de l'Environnement, des Finances et de l'Intérieur ont encore été reportées aux calendes grecques par le Conseil des ministres. En attendant la pénurie d'eau et la sécheresse ne s'arrêtent pas. Quels risques pour le Liban et pour le Bassin méditerranéen? Des spécialistes nous répondent.

«Le secteur de l'eau nécessite une planification sur les cinquante prochaines années mais comme au Liban on ne lit plus et on n'écoute plus, déplore d'entrée Fadi Comair, président du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB), toute cette planification intitulée «Stratégie décennale de l'eau» rédigée il y a près de quinze ans (en 1999) suite à une décision prise en Conseil des ministres de me nommer directeur général du ministère est restée lettre morte». Pour info, cette «stratégie décennale» reprend le concept de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans toutes ses composantes techniques (stockage surfacique, recharge de la nappe, utilisation de l'eau non conventionnelle, efficacité des réseaux d'irrigation et d'eau potable).

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN TRÈS VULNÉRABLE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Pour expliquer la pénurie d'eau qui touche le Liban, pointée du doigt par tous les citoyens inquiets, et avant de s'exprimer sur la part de responsabilité des politiques et sur les solutions, Fadi Comair nous expose les changements climatiques mondiaux préconisés par les scientifiques. «La Commission du GIEC des Nations Unies (créée en 1988) traitant des changements climatiques, et présidée par le professeur Rajendra Kumar Pachauri et le vice-président Jean Jouzel (Prix Nobel et président de Météo France) a assuré que la terre faisait face à un réchauffement et à un changement climatique», explique-t-il. «Ces changements globaux qui se greffent vont avoir pour résultat un réchauffement de 2° à 4°degrés de la planète et en particulier de la région du Bassin Méditerranéen, plus vulnérable», assure-t-il. Il pointe alors du doigt les risques pour les pays du Sud: «Une incidence sur les ressources renouvelables des pays du Sud de la Méditerranée seraient dramatique car, à titre d'exemple, avec un réchauffement de 3°de la température de la terre nous aurions 30% à 40% en moins de ressources en eau». Même son de cloche pour Bassam Jaber, ingénieur et ancien directeur du ministère de l'Energie et des ressources hydrauliques, qui assure que «la situation de sécheresse a une raison générale et mondiale notamment due au changement climatique».

SIGNES PRÉCURSEURS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE SUR LA RÉGION

Quels signes précurseurs font état d'alarme pour la région? «Des pics de température en période d'été pouvant atteindre les 40°, et qui stagnent ainsi sur une période de sept jours, n'étaient jamais arrivé auparavant», note Fadi Comair. Cette différence de température peut atteindre les 20° entre le jour et la nuit, d'où le passage à un climat continental. La période de précipitation s'étalait entre 70 et 90 jours dans les pays du Bassin Méditerranéen. «Depuis près d'une décennie, nous observons qu'au Liban nous n'atteignons même plus les 30 jours de pluie par an», explique-t-il. De plus, «l'intensité des pluies a augmenté, ce qui fait que le phénomène d'infiltration ne peut plus se faire normalement. Un nouveau phénomène est observé dont l'appellation est «crise d'exception» avec des crues qui engendrent des inondations difficilement maîtrisables, suivies de période de sècheresse. «Nous devons désormais gérer la pénurie d'eau et non plus, comme auparavant, la gestion de la demande en eau», relève Fadi Comair. Selon Bassam Jaber, «l'eau au Liban est une eau renouvelable et non une eau fossile, d'où le danger de cette année exceptionnelle, où les quantités d'eau étaient trois fois moindres» ajoute-t-il. «Cela a eu pour conséquence une diminution de l'eau au Liban observée ces dix dernières années», assurent les deux spécialistes. Résultat: un dérèglement climatique, une incidence sur l'alimentation, un accroissement de la population qui pose la question de comment faire avec plus de gens et moins d'eau? Autre question cruciale: comment faire avec l'énergie qui est nécessaire pour la production alimentaire et les services annexes en eau (la purification et le dessalement qui est très énergivore)?

UNE «STRATÉGIE DÉCENNALE EN EAU» PRÊTE DEPUIS 2000

Le président du REMOB explique que «tous les problèmes énumérés ci-dessus ont été soumis à des scénarios divers pour gérer cette pénurie en eau, et ce depuis l'année 2000, dans la «Stratégie décennale». À noter qu'«elle a été approuvée et mise en exécution en Jordanie, Palestine, Tunisie et malheureusement toujours pas au Liban», déplore-t-il. Les raisons évoquées qui ont empêché cela, souligne-t-il, sont notamment «un manque de volonté politique et un manque de culture propre au développement durable». Bassam Jaber certifie que «cette situation de sécheresse mondiale qui touche actuellement le Liban et le Bassin méditerranéen aurait pu être prévenue si la «Stratégie décennale» avait été appliquée». Il rappelle aussi que la stratégie nationale de 2012, qui préconisait le projet de construction des deux barrages, prend beaucoup de temps au niveau de l'exécution, en raison notamment de la lourdeur et de la lenteur administrative des volets financier et technique». En effet, il explique que «la terre au Liban est à 70% formée de calcaire karstique (calcaire fissuré), ce qui fait qu'il est très difficile de stocker de l'eau».

DES MESURES AJOURNÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

«Nous rencontrons habituellement une année de sécheresse pour neuf années de précipitations moyennes dans la région. Or, actuellement, la situation s'inverse», assure Fadi Comair. Les mesures d'urgence que le ministère actuel de l'Énergie et de l'Eau avait entérinées en février dernier, en coopération avec les ministères de l'Environnement, des Finances et de l'Intérieur, ont été une fois de plus ajournées par le Conseil des ministres», explique-t-il. Certaines concernaient l'irrigation. «Comme nous le savons, l'irrigation consomme le plus d'eau renouvelable (soit 80% de l'eau potable du Liban)», affirme-t-il. Il est question d'utiliser le goutte à goutte, technique peu coûteuse et parrainée par Kafalat à hauteur de 5 000 à 6 000 dollars de prêts par agriculteur. Jugé intéressant par Bassam Jaber, ce projet permettrait de venir en aide aux agriculteurs, en augmentant leur production et en étendant leur périmètre d'irrigation tout en faisant des économies d'eau. Une autre solution consisterait à proposer aux exploitants de développer une production culturale diversifiée. Celle-ci les rendrait plus forts face à la crise actuelle et impliquerait encore des économies d'eau. Le ministère de l'Intérieur et des Municipalités préconise aussi d'interdire le lavage de voitures et le gaspillage au niveau de l'arrosage des ménages. Il s'agit également d'interdire les puits illégaux qui sont entrain de pomper de la nappe phréatique, et échappent à tout contrôle.

Fadi Comair prévient: «Si le Conseil des ministres n'approuve pas ces mesures, et si le même scénario de sécheresse se répète l'année prochaine, le Liban risque dans les prochains mois d'être touché au niveau des secteurs agricoles, touristiques». Et de conclure: «Une pénurie d'eau affecterait tous les citoyens et aura pour effet un point de non-retour».

Avec Bassam Jaber, les deux hommes sont tombés aussi d'accord pour appeler les ONG et les écoles à sensibiliser les citoyens et les enfants en bas âge au développement durable pour arrêter le gaspillage dans leur vie quotidienne à travers des gestes simples. Bassam Jaber assure: «Rien de mieux que le matraquage au niveau de la communication pour sensibiliser les citoyens».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les budgets des ménages sont serrés en cette rentrée scolaire

Les parents libanais ne bénéficient presque pas d'allocations familiales comme il est de coutume dans certains pays, dont la France. De plus, avec les grèves qui se sont succédées dernièrement et les revendications professorales auxquelles ne répondent pas les politiques, ce sont malheureusement les élèves des écoles publiques qui en font les frais et, par la même occasion, leurs parents. En plein marasme économique, quels sont les budgets et les priorités des familles libanaises en cette rentrée scolaire de septembre?

À peine le mois d'août avait-t-il pointé le bout de son nez que certains parents pensaient déjà à préparer la rentrée scolaire. Fin août, elles étaient nombreuses les mamans libanaises croisées dans les magasins spécialisés, librairies et papeteries remplissant leurs caddies de plumiers, de bloc-notes, de bics et surligneurs, de cartables. Le matériel scolaire a peu à peu envahi des rayons entiers de grandes surfaces.

FRAIS DE SCOLARITÉ ÉLEVÉS DANS LE PRIVÉ ET MANQUE DE CONFIANCE DANS LE PUBLIC

«Mon mari et moi, nous nous serrons de plus en plus la ceinture, nous ne sommes même pas partis en vacances cet été pour privilégier les frais de scolarité de nos trois enfants qui s'élèvent à près de 9 000 dollars l'année», déclare Zalfa, trentenaire qui travaille dans le secteur bancaire et dont le mari est consultant en technologie de pointe. Elle s'est longuement interrogée sur les familles plus modestes en se demandant comment elles arrivent à joindre les deux bouts. «Nous faisons partie des familles privilégiées, nous gagnons bien notre vie mon époux et moi-même et nous trouvons avec cela, que la vie au Liban devient de plus en plus chère, sachant que les seuls frais de scolarité s'élèvent à près de 3 000 dollars par enfant dans les écoles privées». Alors, pourquoi ses enfants ne sont pas scolarisés dans le secteur public? «Le niveau scolaire laisse encore à désirer dans certaines écoles, et nous craignons surtout les grèves incessantes, les fermetures des établissements en raison des revendications syndicales des professeurs», répond Zalfa. À cela, s'ajoute la situation sécuritaire. «Nous préférons avoir nos enfants à proximité de notre maison. C'est pourquoi nous avons opté pour l'école privée la plus proche, à 20 minutes en voiture», souligne-t-elle.

Comme nous le savons, les familles libanaises ne bénéficient pas d'allocations familiales. Dans le privé, les parents qui travaillent dans des banques, c'est notamment le cas à la Banque du Liban, reçoivent des aides aux niveaux de la santé ou des frais de scolarité de leurs enfants. Les familles actives dans le secteur public ou dans l'armée ont quant à elles davantage de soutien de la part du secteur public.

PRÈS DE 100 DOLLARS PAR ENFANT POUR LES FOURNITURES SCOLAIRES ET UN POUVOIR D'ACHAT EN BAISSE…

«Les fournitures indispensables à Tala qui entre en sixième s'élèvent à plus de 100 dollars», me confie Vera, sans emploi, au moment de régler ses courses à la caisse du BHV. Son mari a récemment dû émigrer dans les pays du Golfe pour obtenir un salaire plus conséquent, l'arrivée de leur troisième enfant ayant percé le budget familial.

Avec un taux de croissance qui ne dépasse pas les 1,5% depuis près de deux ans, une crise économique sans précédent qui secoue le Liban depuis 2011, un nombre de réfugiés syriens qui s'élèvera à 1,5 millions de ressortissants fin 2014 et une insécurité politique et sécuritaire croissante, les ménages interrogés ne sont pas rassurés face à leur pouvoir d'achat en baisse. Dès lors, nombreux sont les ménages qui redoutent le mois de septembre d'un point de vue financier. «Nous n'avons pas eu de prime cette année car notre compagnie perdait de l'argent en raison des événements qui secouent la scène économique et politique libanaise. En tant que salariés nous avons été pénalisés», raconte Adel, père de famille, employé dans une compagnie de construction qui vient de fermer une de ses succursales en Irak.

LES ACTIVITÉS EXTRA-SCOLAIRES: UN BUDGET EN SOI

«Ma fille de 15 ans veut un Ipad comme ses amies de classe, elle souhaite aussi prendre des cours de Zumba, des cours de danse à la mode», confie Carine, journaliste. Elle explique que si elle ne répond pas aux envies de sa fille, cette dernière sera montrée du doigt par ses amies de classe qui la trouveront démodée. «J'ai pu trouver un Ipad déjà utilisé, il me revient à 250 dollars, précise-t-elle, et les cours de danse de ma fille nous coutent près de 80 dollars par mois, soit 10 dollars par cours, deux fois par semaine», ajoute-t-elle. Comme Carine, de nombreuses mères de familles disent se priver de leur plaisir personnel pour faire plaisir à leurs enfants. En attendant des jours économiques et sécuritaires meilleurs pour les ménages et pour le Liban, chacun fait ce qu'il peut.

> «NOUS NOUS SERRONS DE PLUS EN PLUS LA CEINTURE, NOUS NE SOMMES MÊME PAS PARTIS EN VACANCES CET ÉTÉ POUR ASSURER LES FRAIS DE SCOLARITÉ DE NOS TROIS ENFANTS»

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Revenus des télécoms: entre cafouillage, guerre de chiffres et visées politiques

Bachir El Khoury

Les recettes des Télécoms ont elles-réellement baissé? Et pourquoi? Qu'en est-il de la braderie des prix de cet été. Quel impact aura-t-elle sur les recettes du Trésor?

Le 15 juillet dernier, le ministre des Télécommunications, Boutros Harb, annonçait que les revenus des télécoms avaient chuté de 35% en 2013, affirmant avoir soumis les comptes de son ministère à un audit complet. Cette annonce avait eu l'effet d'une onde de choc, dans un pays où l'économie et les finances de l'État reposent largement sur ce secteur. Selon lui, les revenus des télécoms auraient en effet reculé de 731 à 626 millions de dollars entre 2012 et 2013, soit une baisse de 15%, tandis que les obligations financières du ministère s'élèveraient à 150 millions de dollars, ce qui représente un différentiel négatif net de plus de 250 millions de dollars, ou 35%, entre les deux années précitées.

Sans préciser les raisons de cette chute, le ministre Harb avait promis de faire toute la lumière sur cette question cruciale.

Moins de dix jours plus tard, le sujet est remis sur le tapis; le ministre indique dans un communiqué que les recettes nettes issues de la téléphonie mobile ont totalisé 1 272 millions de dollars en 2011, 1 201 millions en 2012 (en baisse de 71 millions) et 1 062 millions en 2013 (en baisse cumulée de 210 millions). Si ces chiffres diffèrent de ceux avancés durant la première conférence de presse, mais aussi de ceux du ministère des Finances (lire ci-dessous), il n'en reste pas moins qu'ils font planer un doute sur les revenus nets, d'une part, et l'existence vraisemblablement d'un problème comptable, d'autre part.

Sur le premier plan, si la baisse s'avère fondée (car les chiffres du ministère des Finances révèlent une stagnation en 2013), elle serait le résultat, selon le ministre Harb, d'une augmentation des dépenses due à un changement dans les contrats de gestion des deux opérateurs Orascom (Alfa) et Zain (Touch). Ce dernier a indirectement accusé son prédécesseur, Nicolas Sehnaoui, d'être responsable de ce recul, indiquant que les coûts d'exploitation (Opex) relatifs à la gestion du secteur, qui relèvent généralement des deux opérateurs – par opposition aux dépenses en capital (Capex) ou dépenses d'investissement qui sont du ressort de l'État – ont été volontairement mis sous la houlette du ministère de l'État. Selon Boutros Harb, l'ex-ministre aurait renouvelé les contrats avec les sociétés Orascom et Zain de manière à transposer l'ensemble de la gestion financière sous l'égide du ministère et ce sans soumettre ces amendements au Conseil des ministres. Ces changements auraient engendré des dépenses supplémentaires, surtout que le ministre Sehnaoui s'était engagé dans un vaste chantier de restructuration et de modernisation du réseau. Cela serait d'ailleurs la raison pour laquelle ce dernier aurait décidé de monopoliser la gestion financière, dans l'optique d'éviter les aléas et l'inefficacité que peut engendrer la décentralisation et d'avancer ainsi plus vite...

> « LE SECTEUR DES TÉLÉCOMS, CONSIDÉRÉ COMME L'UNE DES «VACHES À LAIT» DU TRÉSOR, ALIMENTE EN CHAQUE ANNÉE LES CAISSES DE L'ÉTAT À HAUTEUR D'UN MILLIARDS DE DOLLARS, VOIRE PLUS. »

Parallèlement à ce changement de configuration au niveau des «Opex», les dépenses au sein du secteur auraient également augmenté sous l'impulsion d'«embauches aléatoires», selon le ministre actuel. Le nombre de salariés de l'opérateur Alfa serait passé de 715 à 1 056 (+47%) et celui de l'opérateur Touch de 434 à 689 (+58%) entre les années 2011 et 2014, d'après Boutros Harb.

AUCUN CHANGEMENT, SELON LES CHIFFRES DU MINISTÈRE DES FINANCES

Cette hausse des dépenses, si elle est avérée, est d'autant plus problématique que les revenus en provenance du secteur des Télécoms constituent une manne importante pour le Trésor public, à un moment où le pays connaît l'un des pires dérapages financier depuis la fin de la guerre civile. Le déficit public avait atteint un plus haut l'an dernier, à 4,2 milliards de dollars, tandis que la dette publique culminait à près de 66 milliards de dollars fin juin, avec un ratio dette/PIB estimé à 167%, contre un plus bas de 134% au début de la crise syrienne. À lui seul, le secteur des Télécoms, considéré comme l'une des «vaches à lait» du Trésor, alimente en effet chaque année les caisses de l'État à hauteur d'un milliards de dollars, voire plus.

Mais inutile de s'inquiéter si l'on s'en tient aux chiffres officiels du ministère des Finances. Selon ce dernier, les transferts en provenance du secteur ont atteint 1,43 milliards de dollars en 2013, soit le même montant qu'en 2012, contre 1,5 milliards de dollars en 2011 et 635 millions de dollars en 2010. Ces chiffres, qui contredisent la baisse annoncée de 35% par le ministre actuel, révèlent une stagnation au niveau des transferts vers le Trésor. Quant au résultat de 2010, nettement inférieur à celui des années suivantes, il était le résultat d'un bras de fer entre les ministres des Finances et des Télécoms de l'époque ayant reporté les versements au début de l'année suivante. Sur le plan comptable, les montants «ajournés» ont donc été inscrits en 2011, expliquant en partie le pic atteint durant cette année.

BAISSE DES TARIFS: QUEL IMPACT?

Mais l'appréhension d'un recul des transferts n'est pas totalement fictive, même si pour l'instant les chiffres semblent être plus ou moins rassurants. Outre la hausse des dépenses, ces craintes sont alimentées par la baisse des tarifs sur les réseaux fixe et mobile entrée en vigueur entre juin et juillet. Les nouveaux décrets, adoptés le 23 mai dernier en Conseil des ministres, prévoient, entre autres, une baisse de 30% du prix de la minute de communication sur les lignes prépayées, une réduction de 44% du prix d'un SMS et l'inclusion de 60 minutes de communications dans les forfaits mensuels de 15 dollars. Longtemps attendues, ces révisions ont suscité des interrogations quant à leurs conséquences sur les finances publiques.

Selon le ministre, cette baisse générale ne devrait toutefois pas impacter négativement les revenus de l'État dans la mesure où elle se traduirait par une augmentation importante des usagers qui annulerait l'effet prix. Une hypothèse défendue par Business Monitor International (BMI), selon lequel les baisses tarifaires devraient améliorer le taux de pénétration mobile dans le pays estimé à 90,4 abonnements pour 100 habitants fin 2013, contre une moyenne régionale de 118,5 abonnements pour 100 habitants.

Mais l'incertitude demeure: selon une étude de l'Owner Supervisory Board, un organisme de contrôle rattaché au ministère des Télécoms, l'impact des nouveaux tarifs au bout de la première année pourrait varier entre une baisse à 1,11 milliard de dollars des revenus des télécommunications mobiles, selon un scénario pessimiste, et une hausse à 1,22 milliard de dollars selon un scénario optimiste.

Transferts des télécoms vers le Trésor depuis 2009 (milliards de dollars)

2009	2010	2011	2012	2013
1,36	0,64	1,50	1,43	1,43

Source: ministère des Finances

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Déjeuner en l'honneur du vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Jeddah

Cheikh Mazen Batterjee a été l'hôte de marque de Mohamed Choucair lors d'un déjeuner offert en son honneur dans les locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Lors de cette rencontre, il a réitéré le soutien de l'Arabie saoudite au Liban et à son peuple.

Le vice-président Cheikh Mazen batterjee et le président Mohamed Choucair

C'est en présence d'un parterre de personnalités prestigieuses du monde économique et des affaires que Mohamed Choucair a tenu à accueillir le vice-président de la Chambre de commerce et d'Industrie de Djeddah en Arabie saoudite. C'est en effet dans les locaux rénovés de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, qu'un déjeuner en l'honneur de Cheikh Mazen Batterjee a été offert, en présence notamment du président des organismes économiques, Adnane Kassar, du Consul général du Liban à Djeddah, Ziad Atallah, et d'un certain nombre de présidents des instances économiques et d'hommes d'affaires.

«NOUS N'OUBLIERONS PAS LE SOUTIEN CONSTANT DE L'ARABIE SAOUDITE AU LIBAN»

«Nous n'oublions pas et n'oublierons pas le soutien que vous nous avez accordé, ainsi qu'à l'économie libanaise, avec votre visite éclair de 24h au Liban pour nous soutenir lors de la conférence de presse annonçant la Semaine du Liban à Djeddah en Arabie saoudite», a déclaré dans son mot de bienvenue à son hôte Mohamed Choucair. «Cette visite d'octobre 2013 était symbolique car elle avait lieu au moment où les pays du Golfe boycottaient le Liban», a-t-il poursuivi sachant que la Semaine du Liban à Djeddah s'était déroulée en avril dernier. «Nous n'oublierons pas également le message que vous nous avez apporté lors de cette visite. Le royaume d'Arabie saoudite garde ses portes grandes ouvertes pour accueillir les ressortissants libanais et annonce son soutien à la création du premier «Forum économique libanais en Arabie saoudite», a-t-il aussi souligné. «Nous n'oublierons pas le support constant du royaume d'Arabie saoudite au Liban et aux Libanais», a poursuivi Mohamed Choucair en clôturant son mot en remerciant chaleureusement «une fois de plus», le roi Abdallah bin Abdel Aziz d'Arabie saoudite, ainsi que le gouvernement du royaume et son peuple pour leur soutien permanent offert au Liban et à son peuple.

«LES PORTES DU ROYAUME RESTERONT OUVERTES AU LIBAN, PAYS FRÈRE, ET À SON PEUPLE»

Pour sa part, Cheikh Mazen Batterjee a remercié Mohamed Choucair pour cette invitation qui le réunit avec d'illustres présidents des instances économiques du Liban. Il a aussi réitéré le soutien constant de l'Arabie saoudite au Liban, à son peuple et à son économie en certifiant que le Liban sera toujours privilégié par l'Arabie saoudite comme un pays frère. «Les portes du royaume resteront ouvertes pour accueillir les ressortissants libanais, nos frères, en vue d'échanges économiques fructueux», a-t-il ajouté.

Il a clos son mot en souhaitant que «le Liban se redresse rapidement pour redevenir la plaque tournante de la région et des investissements saoudiens, une destination importante pour les touristes saoudiens». Il a enfin souhaité que «l'année prochaine verra un retour en force des touristes du Golfe et en particulier d'Arabie saoudite.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le Global Village de Saint-Étienne ouvre ses portes

À l'initiative d'Ingenia Events, le Global Village de Saint-Étienne inaugurera sa première édition le 17 octobre prochain. Inspiré du Global Village de Dubaï, ce concept moderne réunira, dans un même lieu, différents pays pour offrir aux visiteurs français, et stéphanois en particulier, des saveurs touristiques et culturelles propres à chacun des pays exposants, principalement méditerranéens. Pour les curieux, rendez-vous dès le 17 octobre en France, au Parc des Expositions de Saint-Étienne.

La ville de Saint-Étienne, élue première ville européenne du design en 2010 par l'UNESCO, est la 2e commune Rhônalpine, derrière Lyon dont elle est distante de 30 minutes en voiture. Elle accueillera du 17 au 26 octobre les différentes cultures des exposants venant des pays arabes et du Golfe. Mais alors, pourquoi Saint-Étienne? «Cette ville me tient à cœur car j'y habite, j'y ai fait mes études supérieures et j'y suis très attachée», confie Rim Fatfat, directrice associée d'Ingenia Events, une société française qui a commencé son activité à Dubaï en 2003 et qui a une grande expérience dans l'organisation des foires internationales au Moyen Orient et dans les pays du Golfe.

«Sur un espace de 8 000 mètres carrés, dix pays seront représentés par une vingtaine d'exposants chacun», indique l'instigatrice de l'événement. Le concept? «Un village planétaire, c'est à dire la création d'une seule et même communauté et la possibilité de vivre au même rythme, dans un même espace-temps, pour offrir une destination unique et multiculturelle», répond Rim Fatfat. Elle a par ailleurs tenu à saluer les partenaires qui l'ont beaucoup soutenue et sans lesquels cet événement n'aurait pas pu voir le jour, à savoir: la Mairie de Saint-Étienne, le Conseil général de la Loire en Rhône-Alpes et la Chambre de Commerce de Beyrouth et du Mont-Liban.

INSPIRÉ DU GLOBAL VILLAGE DE DUBAÏ…

L'exposition stéphanoise est inspirée de l'événement Global Village, une initiative créée il y a plus de 17 ans à Dubaï et parrainée par son gouvernement, et à laquelle participent annuellement près de 44 pays. En quelques années seulement, cette manifestation est devenue un véritable parc à thème qui attire des millions de visiteurs de tous les horizons, dans un flot ininterrompu. Elle se déroule sur plusieurs mois de l'année et propose une vaste sélection de spectacles multiculturels, de vente d'objets culturels en tout genre et de restaurants. Gastronomie, arts, musique et culture, chaque pays propose à la vente tous les objets qui révèlent son identité.

SAINT-ÉTIENNE ENGLOBE LE MONDE!

Cette première édition du Global Village à Saint-Étienne ambitionne surtout de vous faire découvrir un gigantesque patrimoine planétaire. Les différents pays seront représentés dans des pavillons qui vous permettront une balade d'exception à travers le monde. «Émirats arabes unis, Qatar, Syrie, Liban, Turquie, Pakistan, Inde, Égypte, Sénégal, Chine… Global Village est vraiment le lieu où le monde converge, se retrouve, se rassemble», déclare Rim Fatfat.

D'autres pavillons viendront compléter cette immense palette internationale. Le pavillon des spectacles, par exemple, proposera plusieurs représentations par jour (groupes folkloriques, troupes locales et internationales, artistes célèbres) et offrira aux visiteurs un dépaysement total. «Global Village permettra aux Stéphanois de voyager sur place avec toute la famille et de vivre une expérience internationale», assure aussi l'organisatrice. À noter que le nombre d'habitants de la région Rhône-Alpes dont Saint Étienne fait partie est de 6 283 541 habitants et que des visiteurs sont attendus de Lyon, de Roanne et des villes alentours.

FAIRE DU GLOBAL VILLAGE DE SAINT-ÉTIENNE UN RENDEZ-VOUS ANNUEL

«L'objectif est de faire de cet événement un rendez-vous annuel prometteur et attractif qui soit désormais associé à la ville de Saint-Étienne», poursuit Rim Fatfat. À 175 euros le mètre carré, les prix des stands sont plutôt alléchants pour cette première saison. Le plus bas est à 1 575 euros pour un emplacement de neuf mètres carrés. «Nous avons proposé des prix raisonnables pour permettre aux pays exposants d'être les plus nombreux possible. Nous souhaitons faire connaître les différentes cultures artistiques, culturelles, alimentaires, touristiques, architecturales et patrimoniales des pays de la région et du Golfe», confie l'organisatrice.

«À noter également que nous essayons de rendre le maximum de services à nos exposants pour faciliter leur participation à cet évènement, en leur proposant notamment des packages incluant des offres d'hôtels à des prix abordables ainsi qu'une offre de transport même au niveau des douanes, pour les encourager à participer» assure-t-elle aussi.

Un réseau de relations publiques et une intense campagne publicitaire ont été mis en place, et l'organisatrice a beaucoup misé sur la communication en faisant appel aux plus grands dans le métier, à l'instar de JC-Decaux. Il sera aussi possible de faire de la vente directe. Stéphanois, Lyonnais, Roannais, Parisiens ou simples touristes… si vous vous trouvez en France, n'hésitez pas à vous rendre au Parc des Expositions de Saint-Étienne pour effectuer un voyage inspiré de saveurs et riche en cultures!

Pour plus d'informations prière de contacter:
Tel: +33 9 50 02 02 33 | **Mob. :** +33 6 33 63 95 58 | **Email:** info@ingeniaevents.com

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lancement d'un fonds d'investissement dédié à Tripoli

Malgré les difficultés que subit par intermittences Tripoli, la deuxième capitale du Liban, les initiatives en faveur de son développement économique se poursuivent. Dernière en date, le lancement par l'ancien Premier ministre Najib Mikati d'un fonds d'investissement de 25 millions de dollars pour venir en aide à cette région riche en capital humain et en potentiels multiples.

Vue sur la ville de Tripoli et ses vestiges

L'ancien Premier ministre Najib Mikati a annoncé le 21 juillet dernier le lancement d'un fonds d'investissement de 25 millions de dollars dédié à Tripoli dont l'économie est très affectée par les affrontements, devenus réguliers depuis quelques mois déjà, entre les communautés en place sur le terrain, des conflits hérités en majorité des débordements du conflit syrien sur le territoire libanais malgré une accalmie observée récemment.

«C'est dans l'objectif de stimuler l'économie de la ville de Tripoli et de créer de nouvelles opportunités d'emploi», que ce fonds est lancé a affirmé l'ancien Premier ministre lors d'une rencontre qui s'est déroulée à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Tripoli en présence des principaux représentants de cette région. Il a également précisé que le fonds ciblera les entreprises déjà établies ainsi que de nouvelles sociétés.

«Ce projet d'une valeur de 25 millions de dollars reflète notre engagement à soutenir le processus d'amélioration du secteur des affaires et démontre que Tripoli peut de nouveau relancer son activité économique dans le but de lui permettre d'accomplir son rôle», a indiqué Najib Mikati à cette occasion. Il a poursuivi en affirmant: «Nous savons que la première étape est toujours la plus ardue ainsi que la plus importante pour le succès de n'importe quel projet. Ce fonds permettra d'attirer les investissements prometteurs et de relancer certains secteurs de production». «Ce fonds comprend un conseil d'administration formé de spécialistes qui ont une large expérience dans le domaine des affaires, du travail bancaire et financier ainsi que de la gestion des fonds d'investissement. Il élaborera, au cours des trois prochains mois, son système de travail et déterminera son champs d'action», a-t-il aussi expliqué. L'ancien Premier ministre a clos son propos sur un ton optimiste pour l'avenir de cette région en affirmant que «Tripoli est riche par ses capacités et ses compétences. «Coopérons ensemble en faveur de cette ville pour un avenir lumineux», a-t-il insisté.

Ce fonds sera géré par un Conseil d'administration composé de l'ancien ministre de l'Économie et du Commerce, Nicolas Nahas, lui-même originaire de Tripoli ainsi que de Maher Mikati, Hoda Alameddine, Jamal Ramadan, Adel Afiouni et de Tarek Saadi.

INFOS EN BREF

Bourse de Beyrouth: Hausse de 34% de la valeur des échanges fin juillet

Quelques 33,5 millions d'actions ont été échangées sur les sept premiers mois de 2014 à la Bourse de Beyrouth, en hausse de 19,5% par rapport à la même période de 2013. La valeur des transactions a totalisé 247 millions de dollars, en hausse de 33,7% par rapport aux 184,7 millions de dollars à fin juillet 2013. La capitalisation du marché a augmenté de 3,6% depuis fin juillet 2013 à 10,94 milliards de dollars.
(Source: Bourse)

Barclays Capital: la croissance devrait stagner au Liban en 2014

Barclays Capital a prévu une croissance du PIB de 1,5% au Liban pour 2014, soit un taux inchangé en comparaison avec l'an dernier. Selon la banque d'investissement, l'activité économique a connu des fluctuations au cours des cinq premiers mois de l'année, mais la baisse globale des importations reflète la faiblesse de la demande locale. L'instabilité a affecté la confiance des consommateurs et des investisseurs qui s'est érodée après avoir observé une légère reprise durant les mois d'avril et de mai.
(Source: Lebanon This Week)

Huit banques libanaises classées parmi les tops 1 000 des banques commerciales du monde

Selon le rapport annuel 2014 publié par le magazine spécialisé The Banker, huit banques libanaises figurent dans le top 1 000 des banques commerciales les plus cotées. Les banques sont classées en fonction du Tier 1, à savoir le noyau dur de leurs capitaux propres. La Bank Audi s'est classée 400e mondialement, suivie par la Blom Bank (419e), Byblos Bank (502e), Fransabank (552e), Bank of Beirut (608e), BankMed (626e), la Banque libano-française (726e) et le Crédit libanais (835e).
(Source: Lebanon This Week)

Le taux d'urbanisation au Liban à 87,7 % en 2014

La population urbaine au Liban a connu une hausse de 2,2 % par an entre 1990 et 2000, soit la cinquième augmentation la plus lente parmi les pays arabes selon un rapport publié par les Nations Unies. Ils ont estimé que la population urbaine au Liban s'élèvera à 4,4 millions de personnes en 2015, soit le double de ce qu'elle était en 1990 (2,2 millions d'habitants) et contre 2,8 millions en 2000 et 3,8 millions en 2010. Il est important de préciser que le taux d'urbanisation du Liban a été le 4e taux le plus élevé parmi 20 pays arabes en 1990, 2000 et 2010 et devrait également demeurer à cette position en 2020.
(Source: Lebanon This Week)

Beyrouth, ville la plus chère du monde arabe

La capitale libanaise est la ville la plus chère du monde arabe, parmi 19 villes de la région, a révélé une étude de Mercer Human Resource Consulting sur le coût de la vie. Dans le monde, Beyrouth est arrivé à la 63e position parmi 221 villes évaluées en 2014. L'augmentation du coût de la vie à Beyrouth est la quatrième hausse la plus importante parmi les pays arabes après Dubaï (+23 places), Casablanca (+18 places) et Alger (+15 places). Les loisirs, le sport, les transports et services publics sont plus chers qu'à New York, tandis que le coût de la vie en général est aussi cher à Beyrouth qu'à Madrid.*(Source: archives AFP)*

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

LIVCD-USAID: to grant funds for co-investment and PPP

The Lebanon Industry Value Chain Development (LIVCD) project funded by USAID, formally invites interested organizations to participate in a competitive grant, co-investment, and PPP process, and submit an Expression of Interest (EOI) in compliance with the announced terms of reference.

LIVCD is a five-year project, implemented by Development Alternatives, Inc. (DAI) aiming at supporting the improvement of economic stability in Lebanon, by improving income and livelihood in rural areas. The project seeks to increase the competitiveness of selected value chains and expand micro, small, and medium enterprises (MSMEs), including farm and agribusiness operations that can compete in selected markets, improve market and business linkages between these firms and other actors throughout the value chain, increase productivity and quality, and expand export opportunities.

LIVCD completed an initial six month assessment and selected the following value chains: pome fruits, stone fruits, grapes, olive oil, floriculture, and a rural basket of products (honey, poultry, high value crops, thyme, pine nuts, and potentially other items) to improve food security income, and support household-producers of processed foods related to value chain commodities, rural tourism and handicrafts.

LIVCD also works on cross-cutting components that have linkages with value chain activities, such as access to finance, communication, capacity building, and market intelligence.

Projects supporting the following activities linked to the selected value chains will be considered for grant, co-investment, and PPP funding, that is: improving quality and yields, information dissemination and adopting agriculture technology and innovation, improving market information, reducing post-harvest losses, improving sorting, packing and storage of perishable fruits, building capacity and skills, increasing competitiveness, improving market or business linkages, reducing marketing margins, supporting tour operators and tourism promotion, and enhancing community development and association capacity.

Meanwhile, to strengthen micro, small and medium-sized businesses, USAID works with the private sector to identify and expand Lebanese businesses' access to markets and link them with buyers. To do so, USAID adopts the value chain approach in which actors throughout the chain, such as suppliers of materials, farmers, food processors, bankers, food machinery suppliers, distributors and buyers come together to facilitate technical assistance, marketing guidance and access to finance. USAID acts as an intermediary to facilitate connections between different actors in the value chain, offering technical support to micro, small and medium-sized business owners through trainings and links to external consultants and helping local participants to acquire certifications for their products, facilitating businesses' entry into high-quality markets and access to finance.

Over three years, the USAID-Lebanon Business Linkages Initiative program facilitated more than 650 connections between farmers, packers, processors and distributors, who, as a result of the program, saw their domestic and international sales increase by $10 million.

North LEDA has been selected as the Local Implementing Partner for the «Improvement of Wadi Khaled Cattle Milk Value Chain» project. This project aims to improve the cattle milk value chain as well as the income of the cow breeders in this area.

Milking-cow breeders in Wadi Khaled - Akkar contribute significantly to the socio-economical sustainability of the community in Akkar. However, this sector is characterized by many constraints.

Cow breeder sector in Wadi Khaled dramatically grew during the past two years, especially after the Syrian crisis broke out and led to a decline in income generation.

The majority of these cows are owned by micro and small breeders who lack the proper technical background for the proper management of these animals. And in the absence of public awareness, veterinary services and skilled private veterans, breeders in general lack the proper knowledge of hygiene and farm management of miling cows, and they are subject to major losses in cows and milk production.Moreover, micro and small farmers are not able to financially sustain themselves with this milk production at the local price that is set by the mediators.

Therefore, the current proposed project aims at improving the available data about the Wadi Khaled cattle milk sector by conducting a door to door survey and a market study. In light of the collected information, the project will be able to design a plan to improve the milk production in terms of quality and quantity through conducting awareness sessions targeting all of Wadi Khaled cattle breeders. During these sessions, key breeders will be identified to be trained and assisted through the process of creating a local milk collection cooperative inside Wadi Khaled to proceed on their own in improving the cattle milk value chain.

As the major constraint facing the breeders is the low price of milk that is set by the mediators and is preventing the small breeders from investing in the sector, and based on the readiness of the selected and trained key breeders to start implementing the proposed business plan of the established milk collection cooperative, UNDP, along with LEDA will assist the cooperative in creating Bulk Milk Collection Unit(s) BMCU across Wadi Khaled region. Hence, the breeders will be able to directly sell their milk to the Cooperative for a better price and avoid the middlemen intervention.

North Lebanon Local Economic Development Agency is a non-profit, non-governmental organization established in March 2011. It is a model partnership between the public and private sectors and the civil society, and was established with the support of the United Nations Development Programme UNDP- Art Gold North Lebanon Initiative. It is entitled to ownership, sale and acquisition, mortgage, partnership and acceptance of donations and contributions.

It is an instrument for implementing regional economic development projects and strategies covering North Lebanon from Batroun to Akkar.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

How does the nation compare in the Middle-East?

When we speak of The Outpost, we refer to a young talent, Ibrahim Nehme, the editor-in-chief of the magazine. Two years ago, he quit the advertising world and founded The Outpost. Published from Beirut and dubbed 'a magazine of possibilities', The Outpost is a bi-annual print publication that aims to ignite a socio-cultural renaissance in the Arab world through inspiring its readers to explore a world of possibilities. Soon after its launch in September 2012, the publication was considered as one of the most successful independent magazine launched in the Arab world and was nominated for Best New Magazine and Best Magazine Design at the Magpile Magazine Awards, and later named by the Guardian as a successor to the Economist. Nehme is in charge of the magazine's editorial direction and manages a diverse team of thinkers, writers and creatives from across the region.

According to Nehme, Lebanon has been losing ground to Jordan, Egypt and elsewhere in the Arab region because «it has become absurdly difficult - not to stay depressing - to start and do business here.» Nevertheless, as far as the creative economy is concerned, «the country remains a hotbed of talent; appreciating this talent is another question though», he further added. With respect to what differentiate Lebanon in operating a creative business in the Arab region, «there is a certain freedom that comes with operating a creative enterprise in Lebanon and it is the kind of freedom that is essential for these businesses to survive that one cannot really find in other countries of the region», he said.

The Outpost talks about the possibility of living here, and how young people are a generation of world makers paving the way for a new Arab world - can you please define a new Arab World? How do you see it coming to life?

Nehme answers that the new Arab world we speak of in our issues and explore in our narratives is still a dream, but it is coming together slowly, despite everything that is going around us. It is a world in the making: A new world that is free, just, and open; a place where all its inhabitants are treated fairly and equally, and where the basic infrastructure for living and production is there and allows for possibilities to flourish.

Many issues have been brought up and are constantly making headlines - electricity, living spaces, transportation - what are the main challenges for the youth today and how can they be overcome?

Nehme says: it is depressing when you come to think of it. But there is a silent revolution happening in the different capitals of the Arab world today, and it shouldn't be underestimated. It is a revolution of the mind, the body, and the spirit, a revolution being undertaken by fearless young Arabs who are so adamant and insistent about transforming the Arab world to the better. Women are fighting against harassment in Lebanon, Egypt, Sudan, Palestine, and elsewhere. Alternative political spaces are being created on a daily basis in oppressive, dictatorial states. Sexual liberation and gender identity are exploding in amazing ways. Knowledge is being produced and disseminated by people who have a lot to say, people who have been silenced, ignored and thrown in jails for years and years. Saudi women are refusing to stay at home and they are disobeying when forbidden from driving in Saudi Arabia.

People are increasingly criticizing racist, sexist and segregationist systems of employment and capital ownership we are living in. More of them resent institutions of authority and power, and are driven towards inclusion, justice and accountability. More are working for justice in society, and questioning mainstream media disinformation and refuse to consume everything the media tells us about life, romance, work, family and politics. More are protesting violence in all its forms, whether domestic, state or in school as well as other forms of brutalities that mark our bodies and the minds. Youth needs to speak out louder and be more effective in presenting their ideals.

What does Lebanon have to offer in culture (other than pita bread and natural landscapes)?

Nehme concludes that he has been doing business - or trying to do business - in this country for 3 years now. He won't say he has lost hope, but he can't think of anything really good this country has to offer other than one thing: its people.

Korean Delegation at the CCIA-BML

President Choucair and H.E. Mr. Choi Jong Il

The Chamber of Beirut & Mount Lebanon hosted a meeting between a group of Korean businessmen and their Lebanese counterparts on August 12th, 2014. At the end of the meeting, the Korean Embassy in Lebanon in collaboration with the Ministry of Economy and Trade, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Beirut and Mount Lebanon and the Lebanese Business Council held a press conference to highlight the outcomes of that meeting, mainly with regard to increasing cooperation in the field of trade and investment, especially in the creation of business partnerships between Lebanese businessmen present in the Gulf region and Africa.

The President of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, Mohammed Choucair welcomed the attendees, and underlined the active role played by Korean companies in Lebanon, especially in the process of reconstruction after the civil war, noting the widespread of the Korean electronic products. Choucair noted that bilateral economic relations needed to be strengthened, and stressed in this context the need to facilitate the entry of Lebanese products to the Korean market, pointing to the possibility of organizing a delegation of Lebanese businessmen to Korea in order to achieve that goal.

Mr. Mohamed Choucair, Mr. Choi Jong Il and Mr. Eli Hankash

On his part, the Korean Ambassador to Lebanon H.E. Mr. Choi Jong Il, revealed that consultations are taking place between the Embassy and the Ministry of Economy as well as the Chamber of Beirut and Mount Lebanon to develop a new strategy to activate bilateral economic relations. He pointed to the pursuit of the government and the private sector of Korea as to open up to new markets in the Middle East and Africa, noting in this context, the role of Lebanon and the Lebanese businessmen deployed in these countries in achieving this goal.

The Ambassador also highlighted the investment opportunities in Lebanon, in particular with regards to the oil and gas sector, pointing out that cooperation can be expanded to include small and medium enterprises (SMEs) which have the advantages of big companies.

The Adviser to the Minister of Economy and Trade, Mr. Eli Hankash, who was representing H.E. Dr. Alain Hakim pointed to the development of economic relations with Korea during the past ten years, where imports rose from $100 million to $350 million, and exports rose from $11 million to $88 million. He focused on the role of Korea in the field of exchange of expertise, particularly in the field of technology, industry and administration. In his presentation, he featured the strengths of Lebanon, reiterating the desire of the Ministry of Economy to encourage the private sector participation in the Lebanese conferences and exhibitions in Korea to promote Lebanese products in the Asian markets, especially nuts, wine, olive oil, and Lebanese fashion. Also present was a representative from the Investment Development Authority in Lebanon (IDAL) that highlighted why Lebanon was a key investment destination for foreign investors.

The meeting ended with a memorandum of understanding (MOU) signed between the Lebanese Business Council and a Korean representative of the Korean community in the region in order to strengthen cooperation between the Korean businessmen and their Lebanese counterparts.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Galleries of Local Art

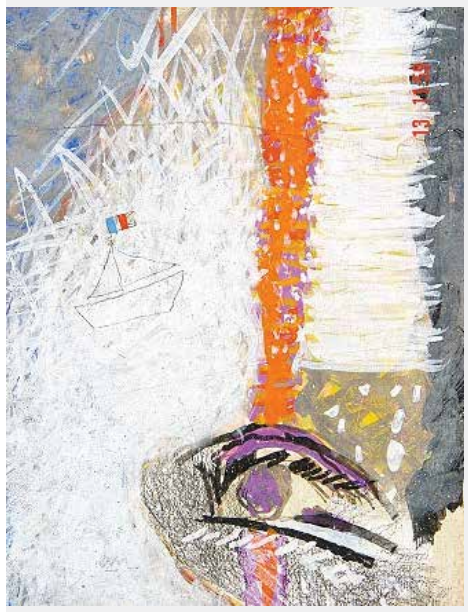
Questions by Youmna Naufal

Art Galleries in Lebanon are increasing as the interest in local talent has seen, year after year, myriad fans interested in what artists have to showcase.

Art-In-Lebanon, is a joint project between Retouch and John D. Raidy, aiming at promoting Lebanese art and artists under one title and in one archive: *www.art-in-lebanon.com & www.artinlebanon.com*

So far, the project has grown to include most masterpieces of art by legendary Lebanese artists, and it is still growing to include other artists, especially new talents. *Art-in- Lebanon* strives to restore Lebanon to its former glory, by trying to revive the art and masterpiece market in Lebanon between local artists and the rest of the world.

The American University of Beirut (AUB) has also embarked upon a new initiative to play an active role in promoting fine and contemporary art in the region. The very first step taken in this new direction coincided with the generous donation of Dr. Samir Saleeby to AUB. The Rose and Shaheen Saleeby Collection includes paintings by artists of different generations, ranging from Khalil Saleeby (1870-1928) and Cesar Gemayel (1898-1958) to Omar Onsi (1901-1969) and Saliba Douaihy (1912-1994). It also features works by Haidar Hamaoui (b. 1937), Chucrallah Fattouh (b. 1956), and Robert Khoury (b. 1923). The Saleeby donation is the cornerstone upon which AUB will establish a comprehensive



Bateau Tempera sur Bois by Chafic Abboud

Women & Oud by HRAIR

collection of modern and contemporary art from the region with the goal to integrate this art into the process of learning as much as possible, and to make it available for critical reflection and study. The new initiative commenced with the launching of new art spaces located in and around AUB campus and the planning of a new museum of art. The exhibition of the works of Khalil Saleeby, which opened in the summer of 2012 at AUB Art Gallery in Sidani Street, was the first of many projects in connection with this initiative.

Gallery Alice Mogabgab began twenty years ago. Named after its founder, Mogabgab took the initiative to launch a gallery in Beirut, giving local artists a home and the talent a platform. Alice Mogabgab answered a few questions for ECONEWS explaining her success story:

You were one of the first pioneers to start an art gallery in Lebanon. What prompted you to do so? Can you take us back to how it all started…?

It is too much to say I am a pioneer. I came back to Lebanon in the wake of the reconstruction phase at the age of 24 along with so many of my generation. However, I was the first one to return to Beirut artistic scene. I opened a gallery and believed strongly in Lebanon's renaissance through art and culture.

After 20 years, can you tell what makes an art gallery successful? How do you keep attracting clientele year after year?

I think the key to longevity is a well thought and established foundation. These are the selection of artists and the permanent connection with global cultural trends, without losing sight of what happens on Lebanon's cultural scene.

Alice Mogabgab Gallery has been open for a while – how would you describe the evolution of the artistic creation in the region throughout the years?

Artistic creation certainly didn't miss the regional market needs, mainly in the GCC region. One should not forget that cataclysmic developments unfolding in the region are impacting artistic creation.

More in details, how do Lebanese artists compete in the market? And what about the say that some Lebanese artists are over-valued, how would you explain that?

Authentic Lebanese artists are not overpriced in comparison to their pairs in the region. It takes a sharp knowledge and insight to differentiate and make sensible choices in this field.

What is punishing those identity-focused creators is the fact that our market is infested by «fashionistas» and ignorant players having currently key roles in the art market.

Art in Lebanon survives thanks to the efforts and endeavor of gallery owners. Every city in the world has its museum of art. Would you support the opening of a museum of art in Lebanon? A place to show case local talent?

Certainly a Beirut Museum dedicated to contemporary art is lacking. Should such a project materialize one day, I wish it will surpass the local scene to link up with international trends and events as it occurs in Europe, Asia and America.

The uniqueness of our cultural message in this part of the world is our capacity to accompany and participate in promoting dialogue

Portrait, Oil on canvas by Cesar Gemayel

The Blue Bird by Jean Sader

of civilizations, contributing to it in whatever we can, even the modest way.

What do artists need to do to get more exposure for their work in Lebanon? What role does a gallery play compared to social media and other tangible outlets?

To my opinion, more dedication to their artistic vocation and to their message is all what they need to do.

What profile of artists do you look for? The art world is very limited because of its prices and costs – how would we make it more accessible to younger generation?

The closest thing to the world of art is the worldwide-web and the social media. Art is a universe of unlimited liberty and idiom accessible to each and every human being. New trends are embodied by new young artists accessible to whoever - young or less young-willing to take time and need attention to look at them and appreciate their value. It takes the eye, the mind and the heart to step away from established forms and norms.

What does the future hold for art galleries in Lebanon? What are the challenges that they face?

Art galleries face some of the difficulties encountered by their colleagues on the international scene, such as the competition with auction houses or the online new markets. In addition to that, in Lebanon, we are facing mainly an unethical and sometime unlawful competition from certain fishy business milieu.

It takes solid foundations, hard-working and creativity to successfully resist such challenges.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Solving Efficiency in Transportation

Lebanon is known for its limitations when it comes to poor infrastructure, badly built highways, and difficult road settings, making traffic a daily challenge for all who live here. Some believe it is a lost cause – BUT – if all resources were made available, ideally what could be done to ameliorate the situation?

Dr. Hani Mahmassani, Professor of Civil and Environmental Engineering is also the William A. Patterson Distinguished Chair in Transportation at Northwestern University in Chicago. He works on solving efficiency problems related to transportation matters. Here he describes the different problems encountered by countries of the Middle East compared to America.

Delving more into details, he explains the problems in Lebanon compared to those of other Arab countries by grouping them into four general categories, all inter-related with differences between diverse areas/countries. These problems are related to:

1. infrastructure
2. financial resources
3. institutions
4. and those that relate to behavior.

The Middle East is not a homogeneous place when it comes to those four areas. For example, countries in the Arab gulf have infrastructure and financial resources, but lag in the area of institutions (and human resources) to plan, manage, operate and maintain over the long run. Some of them also have problems rooted in human behavior-for example traffic safety is often the result of behavior (though could also be the result of poor infrastructure). In the West, the major cause of road crashes is alcohol abuse; this clearly is not the cause in Saudi Arabia, which nonetheless has one of the worst rates of highway fatalities in the world.

Generally, there are five major issues related to transportation: (1) accessibility; (2) mobility; (3) congestion; (4) safety; and (5) environment. Remote places in the Sahara have accessibility problems. Old people living alone in a Beirut suburban apartment have a mobility problem. Everyone faces congestion problems in our urban areas at some hours of the day-though in places like Beirut and its suburbs it is a day-long phenomenon, as it is in parts of Los Angeles (though many more people and cars are able to move there during that the same time), or Rome. Safety problems are worse in some parts of the world than others-in the West, most design causes of crashes have been largely eliminated through better design and both physical and operational interventions, though the human behavioral issues of teen driving under the influence of alcohol are more difficult to solve. The environment is the silent sufferer in our quest for mobility-air pollution, carbon footprint, as well as infringement on quality of urban life (noise, aesthetics, etc...).

Most Arab countries of the Middle East suffer greatly from poor public transportation-and in some extent non-existent public transportation. The Arab gulf countries have recently started addressing that-Dubai is a shining example, which is being followed by several cities in Saudi Arabia. Public transportation in places like Lebanon is mostly informal-service, jitneys, minibuses-which while they do provide a good level of affordable mobility, are not the most efficient or reliable way to provide such services.

All Arab countries of the Middle East suffer from lack of or inconsistent planning-with no coherent long term vision or strategy for spatial development and the role of the transportation infrastructure in supporting this development. In most countries, professional organizations (institutions) to conduct such planning are either non-existent, underfunded, under-staffed, or influence-less. There are notable exceptions-the Al-Riyadh Development Authority has historically played a major role in the development of that city's infrastructure, and has been staffed by highly qualified professionals; they have also had long-standing collaborations and technical support from international organizations. Part of what has enabled Riyadh city is that its leader is a powerful, connected person with close ties to the highest powers-and also someone with vision and executive abilities.

PROBLEMS IN LEBANON

Lack of, or toothless planning has been especially true in Lebanon; though it has not always been this way. There were periods in the pre-civil war (e.g. under visionaries like Maurice Gemayel) when planning was contemplated-though not fully executed. There was also a period of post-civil war when the late Hariri was in charge-plans were drawn up, largely by consultants, for the transportation infrastructure, though not so much for the overall spatial/land use planning for the country - a tall order after the war and its chaotic development patterns. The exception of comprehensive master planning is the Beirut CBD-which stands as an exception to all the other ailments in the country, and perhaps also as a hopeful example of what could be accomplished where several elements come into place. The main difference there was the creation of an institutional entity to build and manage this process-though admittedly the rest of the bureaucracy appears to have crept into it as well.

This brings us to my statement that the situation in Lebanon is a lost cause. The main reason that I see is that improving the situation (in terms of infrastructure, operation, institutions, behavior...) requires tough choices to be made, and strict regulations to be enforced, something the country seems incapable and unwilling to do. Transportation and urban planning are very much about what people want,

> "WE ARE STILL LIVING OFF INFRASTRUCTURE BUILT BY THE OTTOMANS, AND THEN BY THE FRENCH. THE REST HAS HAPPENED IN SPURTS"

and aspire to, and by the same token are willing to give in return. The prevailing attitude in Lebanon is an extreme form of self-optimization (a nice way of saying greed and selfishness)-rather than concern for overall civic welfare. There are reasons for that, but that is where the behavior problem comes in, and the absence of institutions and human resources comes in, and the lack of political will comes in, etc...

To deal with the congestion and mobility issues of Greater Beirut require several things to come together. One of them is to recognize that there is a Greater Beirut that needs to be planned in an integrated comprehensive manner. Instead, there are multiple municipalities with varying degrees of competence and all with limited resources and power. Unless mo-

bility problems are viewed comprehensively, and hard choices are made on controlling and guiding development (which means some people may not be able to develop their plot of land into another mega-shopping-residential complex), and on building modern public transportation infrastructure that can both support and encourage rational development - it will remain a lost cause.

The absence of meaningful reliable public transportation is one of the most glaring problems in a city like Greater Beirut-and the absence of a strategy for balancing public transport, non-motorized travel, and car use is a major missing element. One of the main assets of Lebanon is the great weather. Walking would allow a large number of trips for many people in the city-yet the city is not walkable. Sidewalks are not continuous, people and public utilities dig and never repair; Cars park all over the sidewalks, delivery motorcycles likewise, and various businesses infringe on the public sidewalks to sell, display, or whatever. There is no reason why Ras Beirut between Bliss and Hamra would not be a zone pietonne-it would enhance it economically, and make it a pleasant environment for residence, business, and entertainment. It would also save a lot of travel time for anyone trying to travel within it or to and from it. This is done all over the world, and we have the example of the CBD to show it could work in Beirut as well. It would be important to have both parking infrastructure and good public transportation connections.

While financial resources are one factor, they are not in my opinion the only, or even the main concern in Lebanon. Human resources and institutional resources generally, are a much more serious, long-term concern. Transportation infrastructure is not a one-shot deal (hire consultants, let out contracts and build). Transportation systems are complex, and require continuous operation and maintenance, as well as a continuing planning process to identify needs, project deficiencies, formulate strategy and so on. We are still living off infrastructure built by the Ottomans, and then by the French. The rest has happened in spurts. Time frames for implementing plans have been agonizingly slow, and developing new plans to reflect new realities lacks a process and the governance needed to empower it.

PROBLEMS ACROSS DIFFERENT ARAB COUNTRIES

There are two main categories of countries-those with abundant resources (Arab Gulf) and those with limited resources (Egypt, Lebanon, Jordan). Generally, those with resources have modern infrastructures, and in the past decade have woken up to the need for planning and for modern public transportation. However, they lag in terms of human resources (the population talent pool is still thin), and have hired expats in well-paid professional positions to encounter this problem. This varies across as well as within the Arab Gulf countries-some are much better than others. Almost all rely extensively on outside consultants, though increasingly the in-house ability to properly and efficiently utilize these consultants is on the rise. There remain serious issues with rapid urbanization in certain places, major issues with safety due to poor behavior and inconsistent regulations, but overall the trend is quite positive.

The resource-constrained countries generally have a larger and deeper talent pool, but it is not well employed by the public sector, which lacks sufficiently well remunerated professional structures and positions. Hence administrative inefficiency is endemic and the institutions have not risen to the challenges of a modern complex society and infrastructure. Turkey and Iran on the edges of the Arab World are encouraging examples, but those are large countries with considerably longer tradition of technical education and government planning. Egypt has at times seen positive steps but overall its human pressure makes planning and infrastructure development an uphill battle-and its limited resources has made it dependent on the availability of international funding sources for its major projects. Jordan has been making good progress in terms of technology, human resources and infrastructure-and the magnitude of problems there has not reached the same critical levels as Beirut or Cairo.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | www.cci-fed.org.lb

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

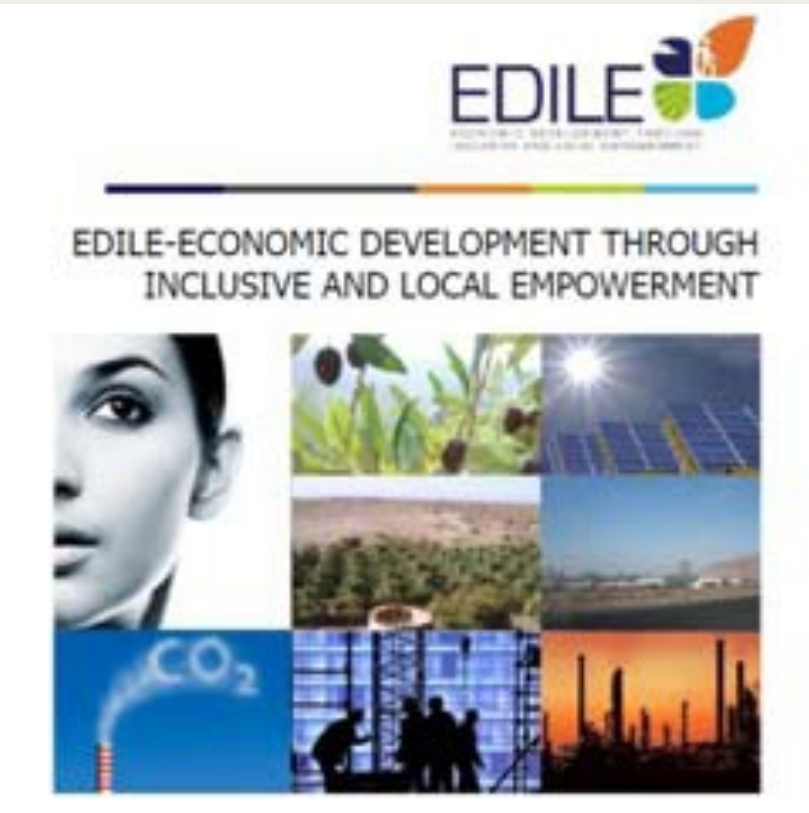
EDILE project: Toward an optimisation of investments to the benefit of local economies

Within the framework of EDILE project (Economic Development through Inclusive & Local empowerment), OCEMO and ANIMA gathered in Marseille, at Villa Valmer, on 10 and 11 July, around thirty associates and operational partners of EDILE as well as international donors.

The Chamber of Beirut and Mount Lebanon is an active partner in EDILE project that aims at providing assessment tools and support to the authorities responsible for the regulation and implementation of investment projects within the objective to optimize the positive local impact, particularly in terms of employment, subcontracting and respect for the environment.

The seminar enabled validating the first version of EDILE investment project evaluation guide which will be tested on 15 pilot investment projects in Lebanon, Palestine and Tunisia before a final version is proposed.

Training sessions for the actors of the different organisations involved in supporting investment projects are planned all along the project.



EDILE Partners: ANIMA Investment Network, Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut-Mount Lebanon (CCIA-BML,Lebanon), Palestinian Industrial Estate and Free Zone Authority (PIEFZA, Palestine), Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (API, Tunisia), Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO, France), ClassM (France), Toscana Promozione (Italy), iesMed (Spain).

EDILE Strategic Associates: Business Med, Ministère du Développement Régional et de la Planification (Tunisia), WWF (Italy), Région PACA (France), Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables (France), Agence Française de Développement (France), Enterprise Greece (Greece),Finances Conseil Méditerranée (France), Caisse des Dépôts et Consignations (France).

EDILE is implemented by ANIMA Investment Network and 7 Euro-Mediterranean partners. It is co-financed up to 1.7 million Euros by the European Union via the ENPI CBC MED Programme.

NEWS IN BRIEF

The flow of foreign direct investment into Lebanon in 2014 is expected to remain as low as it was last year. «The trend will continue from the previous year and I don't think that there will be an increase in FDI compared to 2013,» said Nassib Ghobril, the head of Economic Research and Analysis at Byblos Bank. He added that despite the formation of the government and the brief period of security stability, the prevailing investment environment is still the same, and the operating cost of companies remains high. Lebanon had dropped six places in the World Bank's Ease of Doing Business index. According to statistics provided by Ghobril, FDI stood at $2.83 billion in 2013, down 23% from $3.67 billion in 2012 and by 41% when compared to the $4.8 billion registered in 2009.

Telecommunications Minister Boutros Harb denied allegations that Lebanon's internet speed had deteriorated significantly since he assumed office, and promised that the service would improve in the coming few weeks. Responding to reports which ranked Lebanon as having the second-worst internet speed in the world, Harb said in a statement sent to the press that the reports lowered Lebanon's ranking at the end of 2013 and at that time Nicolas Sehnaoui was in charge of the Telecoms Ministry. Harb said the measures he adopted caused the number of land line subscribers to increase from 769,000 to 892,000. According to latest statistics, the number of mobile phone subscribers also rose by 6.8% and 3G users jumped by 36% since he took office.

Around 400 people filed into the dimly-lit theatre of the Lebanese American University campus Saturday to take part in the annual TEDxLAU event, an independently organized TED (Technology, Entertainment and Design) conference. The event was billed to last all day and brought to the stage 13 innovative minds, from architects and psychologists to comedians and dancers, in the TED spirit of sharing «ideas worth spreading». TEDx events, which originated in California in 1984, first appeared in Lebanon in 2009 and have grown across the country since then, with around ten events per year. Among the lineup of speakers were Anthony Rahayel, Lebanon's renowned food blogger and founder of the No Garlic No Onions, and Ralph Abi Habib, a Lebanese researcher studying new ways to approach cancer therapy. During his talk, Abi Habib used the movements of performative dancers to visually explain how cancer functions and the treatments as well.

Ten of the city's yoga studios will join forces Sept. 20 for the first ever Beirut Yoga Festival. Organizers will host the one-day event at Pleine Nature, an open-air venue in Mansourieh, where Beirut's yoga instructors will lead 50-minute classes all day, starting at 7 a.m. Other sections of the festival will include daylong meditation classes, an open market of health-focused groups and businesses, and a gathering area where instructors and students can mingle and learn. A local yoga instructor and Editor-in-Chief of 'Elle Arabia' Dalal Harb have organized the project, the idea for which arose during a morning meditation. In the months that followed, Harb roped in dozens local instructors, who accepted to volunteer their day to teaching and promoting the benefits of yoga and meditation.

For a country as small as Lebanon, keeping track of its multitude of young fashion designers, with workshops from Dubai to London, can leave one's head spinning. The 2014 MTV Video Music Awards held on August 24th at the Forum in Inglewood, California, illustrated the emergence of Lebanon's younger designers as songstresses opted for new designers' names, Charbel Zoe and Nicolas Jebran. Star of the night, Beyonce, walked the red carpet wearing a black long-sleeve gown with spiderweb detail across the bodice by Jebran. On her way out, with award in hand, Beyonce wore a burgundy gown with lace side cutouts by red carpet staple, Lebanese designer Zuhair Murad. Jennifer Lopez gave 27-year-old Charbel Zoe the career boost of a lifetime when she wore a green sparkly creation by the designer at the opening ceremony of the FIFA World Cup in June. She has proven an enduring and powerful fan of the young Lebanese dressmaker. On Sunday, she walked into the ceremony of MTV wearing a sparkly silver gown slashed through with flesh-baring cutouts by Zoe.

Lebanon in Figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US$	Details
10	Growth	%1.50		2013
11	GDP	67,522	44.79	2013
20	Inflation (%)	%2.70		2013
	CPI	%0.77		Dec.-2013Jul.2014
21	M1	7,664	5.08	June 2014
22	M2	70,692	46.88	June 2014
23	M3	173,314	114.93	June 2014
24	M4	183,685	121.81	June 2014
30	Balance of Payment	799-	0.53-	Jul.-2013Jun. 2014
31	Current Account	8,171-	5.42-	Jul. -2012Jun. 2013
32	Balance of Trade	26,209	17.38	Aug.-2013Jul. 2014
40	Unemployment	%8.10		-2013 Estimated
41	Working force	%45.80		-2013 Estimated
42	Population	4.09 mn		-2013 Estimated
43	Population 64 - 15 y.	2.67 mn		-2013 Estimated
51	State Budget Deficit	6,282-	4.17-	Mar. -2013 Feb. 2014
52	Budget Revenues	14,396	9.55	Mar. -2013 Feb. 2014
53	Budget Expenditures	20,678	13.71	Mar. -2013 Feb. 2014
54	Public Debt	99,054	65.69	June 2014
55	Debt Service	5,777	3.83	Mar. -2013 Feb. 2014

** Sources: ABL (54), BDL (31 ,21,22,23,24,30), CAS (43 ,42 ,11,20,41), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), Worldbank (10)*

THE LEBANESE TRAINING CENTER

at the
Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming following Trainings:

DOCUMENTARY CREDITS: GENERAL PRINCIPLES AND APPLICATIONS

Trainer: Dr. Massoud Kantar,
PHD, Manager at BLOM
Date: 17, 18 & 19 September 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

The concept of a letter of credit, the parties involved in a letter of credit: Main objectives of the parties, roles and responsibilities. Types of payment under a letter of credit: Summary of procedures and responsibilities of parties under each type of payment (Sight-Deferred, Acceptance, Negotiation). Closure of training with a practical session about requirements and conditions under a letter of credit, tolerance of the amount and the goods, place and date of expiry, latest date of shipment, delivery terms under incoterms 2010, documents required (types and characteristics), Bill of lading (freight forwarder Bill of Lading and Charter Party Bill).

الضريبة على القيمة المضافة

Trainer: Mr. Amine Saleh
Lecturer; Accounting & Taxes Expert
Date: 22, 23 & 24 September 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

مفهوم الضريبة على القيمة المضافة وخصائصها، نطاق وآليات تطبيقها، الإعفاء، استحقاق الضريبة وأساس فرضها ومعدلها وفترة احتسابها وحق الحسم والاسترداد، الملزمون بالضريبة وموجباتهم ، التقدير المباشر والعقوبات المالية والجزائية بالإضافة إلى تطبيقات عملية.

BUDGETING: PROCESS AND APPLICATION

Trainer: Mr. Georges Assilian
CPA, Financial Advisor
Date: 6, 7, 8 & 9 October 2014 (4 days)
Time: 5.00 -8.00 P. M.

Reviewing in a practical way the budgetary process: Fundamentals of budgets, various types of budgets used in a business, preparation of the operating budget, cash flow budget & balance sheet budget supported by case studies.

For information/registration:
Call Center 1314 Ext 15 or email:
ltc@ccib.org.lb
Free parking access
www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

6th international conference Oilseeds & Oils - 2014

Location: Barcelona - Spain
Date: 06-07 October 2014

This summit will focus on the results of the global vegoils trade 2013/14 and will forecast the 2014/15, the European market of vegoils and oilseeds (trade, regulations and main players), North African vegoils market (consumption and import trends), Quality issues of European vegoils market (what importers should know), Black sea veg oils market (increasing exports against all odds), South America vs Black sea countries (do importers benefit the competition on the sunflower oil market), Crushers margins in the EU, Russia, Ukraine, Argentina, Soybean market of Europe, Main trends and future developments of the market, and Vegoils logistics (how to optimize the transportation in challenging conditions).

For more information:
Phone:+380 562 320-795 ext.166
Email:globoil@apk-inform.com

Arab British Economic Forum 2014

Location: London – United Kingdom
Date: 21 October 2014

This event is organized by the Arab-British Chamber of Commerce in partnership with Jordan Chamber of Commerce, League of Arab States, the General Union of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture, and United Kingdom Trade & Investment (UKTI). It will focus on strengthening the relationship between the Arab World and the United Kingdom and expanding the range of opportunities and cooperation.

For more information:
Website: www.abcc.org.uk

Fat-and-Oil Industry - 2014

Location: Kiev - Ukraine
Date: 29-30 October 2014

This event will include a seminar about the "Basic systems of securing the quality and safety of fat-and-oil commodities (GMP, ISO, HACCP)". It will also discuss the Medium-term prospects of the Black Sea sunflower oil on the world market, Perspective directions for the sales markets of high-oleic sunflower oil, Black Sea market of oilseeds and by-products: current trends and future prospects & Infrastructure and Logistics & Shipment oil bulk cargoes (Ukraine, Russia, & other countries).

For more information:
Phone: +380 562 320-795 ext.166
Email: globoil@apk-inform.com / ADSo21918@yandex.ru

Doing Business: Promoting private sector development and economic growth

Location: London – United Kingdom
Date: 03-07 November 2014

This UK-based study program is designed for senior policy makers and managers in trade, business agencies responsible for stimulating business development, senior officials in Government Ministries concerned in economic and financial policies, investment promotion agencies and donor organizations looking to encourage private sector developments.

For more information:
Phone: +44 (0) 2075803590
Fax: +44 (0) 2075804746
Email: pai@public-admin.co.uk
Website: www.public-admin.co.uk

37th Vine World Congress and 12th General Assembly of the international Organization for Vine and Win

Location: Provinces of Mendoza and San Juan – Argentina
Date: 09- 17 November 2014

This international event is denominated as "SOUTHERN Vitiviniculture, Confluence of Knowledge and Nature" and targets industries of vine, wine, wine-based beverages, table grapes, raisins and other vine-based products.

For more information:
Mrs. Valeria Luquez (General Secretary OIV)
Phone: 0054 2615216658
Email: oivcongress2014@inv.gov.ar
Website: www.oiv2014.gov.ar/index.php?idioma=i
www.oiv.int/congres/OIV2014ARG/login?lang=en

16th Global Edition Hospitality Expansion Congress

Location: Doha – Qatar
Venue: InterContinental Doha
Date: 10-11 November 2014

This summit showcases innovative range of hotel solutions and services to further create deal-flow and business opportunities.

For more information:
Phone: +97143671383
Fax: + 97143672764
Website: www.hotelexpansion.com

5th OIC World Biz 2014

Location: Kuala Lampur – Malaysia
Venue: Putra World Trade Centre
Date: 10-14 November 2014

This summit is a platform for governments, corporations, international investors, industry players and entrepreneurs from all parts of the world to explore joint ventures, investment and trade opportunities.

For more information:
Phone: +603 2681 0037
Fax: +603 2681 0032
Email: info@oictoday.biz
Website: www.oicinternational.biz

10th FICCI Higher Education Summit 2014

Location: New Delhi – India
Venue: FICCI Federation House
Date: 13-14 November 2014

This Summit is bringing together stakeholders including key policy makers, educationists and industry at both national and international level for deliberations and knowledge sharing.

For more information:
The Embassy of India in Beirut (Ms. Ghofran Slim -Commercial Assistant)
Phone: +961-1-1741270
Website: www.ficci-hes.com

4th India-Arab Partnership Conference

Location: New Delhi – India
Date: 26-27 November 2014

This conference seeks Arab partners in Investment and manufacturing (pharma and infrastructure); Energy with focus on renewal energy; Food security and agricultural development (agri business/food processing/ JVs, etc;) Services (healthcare, tourism and IT); Human resource development, education and scientific research and technology development.

For more information:
Phone: +91 11 23487416
Fax: +91 11 23320714
Email: goutam.ghosh@ficci.com
Website: www.iapc2014.com / www.ficci.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

TMA Services

Location: Lebanon

This company is specialized in business solutions, IT services and advertisements.

For more information:
Phone: +9618805027
Fax: +96176189662
Website: www.tma-services.com

Hadzup

Location: Lebanon

This company is a platform for business & organizations to communicate with members and customers using mobile notifications. Already leading companies are using Hadzup services to reach their customers and members in Lebanon. The company is looking for partners to take Hadzup regionally in the Middle East.

For more information:
Phone: +961 70800686
Email: corporate@hadzup.com
Website: www.hadzup.com/business

Shanghai Veyuen Special Steel Co., Ltd

Location: China

This company is specialized in research, development and production of high-temperature alloys, corrosion resistant alloys, precision alloys, special welding wire and other special alloys products. This company is seeking to deal with Lebanese companies.

For more information:
Phone: + 86-311-67266821
Email: admin@veyuensteel.com
Website: www.veyuensteel.com

Venni Acrylic Panel

Location: Izmir – Turkey

This company is specialized in the manufacture of acrylic high-gloss mdf panel and is seeking Lebanese importers.

For more information:
Phone: +90 232 877 10 45
Fax: +90 232 877 10 43
Email: info@venni.com.tr
Website: www.venni.com.t r

Simtar Makina

Location: Izmir - Turkey

This company is specialized in the manufacture of nitrogen generators and is looking for Lebanese importers.

For more information:
Phone: 0232 276 10 03
Fax: 0232 276 77 96
Email: info@simtarmakina.com
Website: www.simtarmakina.com

Pacific Cordage Corporation

Location: Philippines

This company is specialized in the manufacture and export of synthetic ropes and is looking for Lebanese importers.

For more information:
Email: pcckarltan@yahoo.com

PAAM Antibiotics LTD

Location: India

This company is specialized in the manufacture of surgical products and hypodermic devices
and is looking for Lebanese importers.

For more information:
YouTube link: https://www.youtube.com/watch?v=ZV_S8QXaI3k

ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

www.ccib.org.lb
For more information please call 1314 ext 171

Lebanese Arbitration Center

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

Furnidec Business 2014

Location: Thessaloniki – Greece
Date: 03-05 October 2014

This event is a meeting point for national and international furniture designers, manufacturers and sellers, where they can showcase their latest and most innovative products and services.

For more information:
Phone: +2310 291 161
Fax: +2310 291 554
Email: furnidec@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Mondial de L'automobile

Location: Paris-France
Venue: Paris Expo- Porte de Versailles
Date: 04-19 October 2014

This is an international exhibition for motor show.

For more information:
Phone: +966126682689
Fax: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.mondial-automobile.com

Foire Internationale-Montpellier

Location: Montpellier -France
Date: 10-20 October 2014

This is an international exhibition representing a wide range of industries.

For more information:
Phone: +966126682689
Fax: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.foire-montpellier.com

38th edition of Indian Handicrafts & Gifts Fair

Location: India
Venue: India Expo Center & Mart, Greater Noida, NCR Delhi.
Date: 14-18 October 2014

This exhibition is specialized in House ware & Decorative items, lights & luminaries, Home Textiles, Floor Covering Furniture, Arts and Crafts, Festive decoration and Fashion Jewellery.

For more information:
The Embassy of India in Beirut (Ms. Ghofran Slim -Commercial Assistant)
Phone: +961-1-1741270
Email: trade@epch.com
Website: www.epch.in

Manila Fame 2014

Location: Manila – Philippines
Venue: SMX Convention Center
Date: 16-19 October 2014

This exhibition is specialized in furniture, home accents, holiday décor, fashion accessories, apparel & textiles.

For more information:
Phone: +6328331258/8311265
Fax: +6328340177/8323965
Email: manilafame@citem.com.ph
Website: www.manilafame.com

SIAL PARIS

Location: Paris –France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 19-23 October 2014

This is an international exhibition representing the global food market.

For more information:
Phone: +966126682689
Fax: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.sialparis.com

DKM

Location: Berlin – Germany
Date: 28-30 October 2014

This trade fair represents the German finance and insurance industry. The event focuses on product presentations, forums, lectures, workshops and B2B discussions.

For more information:
Phone: +490921757580
Email: hohmann@bbg-gruppe.de
Website: www.die-leitmesse.de

EIMA 2014

Location: Bologna
Venue: Bologna Trade Fair Center
Date: 12-16 November 2014

This is the 41th edition of the International Exposition of Agricultural and Gardening Machinery.

For more information:
Phone: +39 06 432981
Fax: +39 06 4076370
Email: info@federunacoma.it
Website: www.eima.it

The 10th Sulaymaniyah International Trade and Industry Exhibition

Location: Iraq
Date: 14-17 November 2014

This international fair is organized by the Arab Encyclopedia House and targets all industries.

For more information:
Phone: 009615955614 / 0096170163523
Email: nellyc1969@hotmail.com

FruVeg Expo Shanghai 2014

Location: China
Venue: Shanghai Convention & Exhibition Center of International Sourcing. FruVeg Expo
Date: 20-22 November 2014

This international Fruit & Vegetables trade fair is organized by China Chamber of Commerce for Import and Export of Foodstuffs, Native Produce & Animal By-Products (CFNA), and many other co-organizers.

For more information:
Phone: +86 21 60909581
Fax: +86 21 60909591
Email: sales@fruvegexpo.com
Website: www.fruvegexpo.com

Fresh Produce Ukraine 2014

Location: Ukraine
Date: 25-27 November 2014

This exhibition will target fruit and vegetable growers, exporters, importers, suppliers of seeds, plants, agrichemistry, machinery, equipment for sorting, packaging, storage and processing of fruit and vegetable products, greenhouse equipment and drip irrigation systems.

For more information:
Phone/fax: +380 562 320795 Ukraine
Phone/fax: +7 495 7894419 Russia
Email: fruit.intl@fruit-inform.com

Smart Living 2014

Location: Dubai – United Arab Emirates
Venue: Dubai International Convention & exhibition Center
Date: 01-03 December 2014

This international Autumn Trade Fair is a platform for local and international companies to network as well as for international suppliers to enter the Middle Eastern and MENA markets.

For more information:
Phone: +97143406888
Fax: +97143470877
Email: afis@emirates.net.ae
Website: www.dubaiautumnfair.com

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

OUR SERVICES

MEMBERSHIP & AUTHENTICATION

Provides Membership Certificates to member companies as well as Certificates of Origin for goods exported from Lebanon and endorses invoices in relation to this process. Also offers services in relation to the authentication of documents for commercial and industrial member companies.

T: 1314 | Membership ext: 1110 | Authentication ext: 1210
Email: membership@ccib.org.lb

AGRIBUSINESS SERVICES

The Chamber provides a wide range of agribusiness services including technical and market information, export requirements, marketing standards, trade statistics, and micro services to farmers and agricultural enterprises.

T: 1314 Ext: 18
Email: agriculture@ccib.org.lb

GS1 LABELING SERVICES

"GS1 Lebanon", the sole representative of GS1 in Lebanon, is a leading global organization dedicated to the design and implementation of global standards and solutions to improve the efficiency of the supply and demand chains on a global scope and across sectors.

T: 1314 Ext: 1310
Email: gs1@ccib.org.lb

LEBANESE ARBITRATION CENTER (LAC)

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon, specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts. LAC operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

T: 1314 Ext: 171
Email: arbitration@ccib.org.lb

BUSINESS TRAINING CENTER

Provides highly qualified and professional training programs within the objective of satisfying the needs and requirements of the SMEs. These training programs encompasses long term cycles, targets seminars and customized tailored modules in the fields of business, management, finance and taxation.

T: 1314 Ext: 15
Email: training@ccib.org.lb

LEBANESE MEDIATION CENTER

The LMC is the first private center of commercial mediation in Beirut, established in 2012 by the Chamber.
The LMC advises and helps local and foreign businesses resolve their commercial differences and disputes in an amicable, time and cost effective way through providing high quality mediation services.

T: 1314 Ext: 172
Email: mediation@ccib.org.lb

ATA & TIR CARNETS

ATA Carnet (Temporary Admission) simplifies temporary importation of goods, professional equipment, and commercial samples. TIR Carnet (Transports Internationaux Routiers) is designed to speed up border – crossing of merchandises. The Chamber is the accredited body of issuing and guaranteeing ATA & TIR Carnets in Lebanon.

T: 1314 Ext: 132
Email: ata-tir@ccib.org.lb

DEVELOPMENT PROJECTS

The Chamber participates in the implementation of development projects financed by international organizations. The aim of these projects is to provide support and technical assistance to Lebanese enterprises mainly SMEs.

T: 1314 Ext: 164
Email: projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb

CENTER FOR ECONOMIC RESEARCH (CER)

Prepares annual reference publications that include analytical reports on the Lebanese economy and the investment environment, surveys and position papers on central and controversial economic issues. CER provides, as well, support to SMEs and young entrepreneurs in the framework of FARO and Credit Guarantee Fund.

T: 1314 Ext: 14
Email: cer@ccib.org.lb

FARO

FARO is a financial support fund intended to help enterprises turn their innovative products, services or innovative business model into permanent competitive advantages. FARO offers up to $20.000 loans to innovative companies at a maximum of 1 percent interest with flexible repayment schedule.

T: 1314 Ext: 14
Email: edc@ccib.org.lb

EXTERNAL RELATIONS

The Chamber organizes business delegations within the objective to explore new markets for member companies. It also strives to enhance the role of the Lebanese Joint Business Councils as the most effective tool to boost the bilateral economic, trade and investment relations between businesses in Lebanon and foreign countries.

T: 1314 Ext: 162
Email: relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb

EVENTS

Within the same framework, the Chamber organizes business events, seminars, conferences and B2B matching events in addition to arranging logistics such as catering, flight reservations, accommodation bookings and transportation for foreign companies willing to develop trade relations, business ventures and investments in the Lebanese market.

T: 1314 Ext: 163
Email: events@ccib.org.lb

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Administrateur: Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 1 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb